

M 04249 - 58 - F: 1,20 €

prendre le tournant des solidarités



**Tiphaine Ardouin** présente l'Université d'été de la solidarité internationale.

REGARDS PAGE 2



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

Le **CPN** s'est réuni les 29 et 30 mai en prévision du premier congrès du NPA.

ACTU PAGE 5



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

Depuis 60 ans, l'État israélien bafoue les droits des **Palestiniens** en toute impunité.

NPARGUMENTS PAGES 6 & 7

# TOU

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

3 JUIN 2011 | N°58 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

# est à nous!

PALESTINE

## ÉTAT D'ISRAËL :

# ÉTAT TERRORISTE!



Soldat israélien pendant l'abordage. (REUTERS/REUTERS TV)



31 mai, Stockholm. Manifestation de protestation. (LINN HJORT)



Manifestation à Paris. (PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

*L'attaque de la Flottille de la Liberté par l'armée israélienne est dénoncée partout dans le monde. Il est temps que la communauté internationale condamne enfin l'État d'Israël, qui bafoue les droits fondamentaux des Palestiniens et les règles internationales depuis des décennies.*



L'acte de guerre de l'armée israélienne contre la Flottille de la Liberté suscite une indignation internationale contre Israël, y compris dans les rangs de ses alliés traditionnels. La censure militaire entourant l'opération n'a pu empêcher la diffusion, via internet, d'images de ces commandos hélicoptères attaquant à l'arme automatique, dans les eaux internationales, un convoi humanitaire chargé de 10 000 tonnes d'aides à destination de la population de Gaza. Neuf morts? Vingt morts?

Qu'importe le nombre des victimes, une serait déjà de trop. Nous rendons hommage à ces militants et militantes de la liberté qui sont morts, lâchement assassinés, loin de chez eux, pour défendre le droit des Palestiniens à survivre dans le ghetto de Gaza. Comme des millions d'autres à travers le monde, ces militants entendaient protester contre le blocus inhumain imposé à la Bande de Gaza depuis de longues années. Et pour les empêcher de briser le blocus, Israël a, une fois de plus, montré son vrai visage.

Le massacre commis sur les bateaux de la Flottille vient en effet s'ajouter à la longue liste d'actes criminels perpétrés depuis sa fondation par « la seule démocratie du Moyen-Orient ». Non, il ne s'agit pas d'un « accident ». Non, il ne s'agit pas d'une « bavure ». Israël a agi comme il l'a toujours fait dans sa guerre coloniale contre le peuple palestinien : le déni de droit, la violence, le meurtre.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3



édito

Par François Coustal

## L'ARNAQUE

**L**e gouvernement a beau distiller au compte-goutte les différents éléments de sa « réforme » des retraites, on en connaît maintenant l'essentiel : recul de l'âge légal au-delà de 60 ans, dès 2011. À quoi s'ajoutera une nouvelle augmentation du nombre d'annuités nécessaires pour percevoir une retraite complète. En fait, si l'on prend en compte l'âge de rentrée effective sur le marché du travail, toucher une retraite complète va devenir, pour une masse grandissante de salariés, un objectif de plus en plus difficilement atteignable. Et c'est bien là le but réel de la réforme ! Le gouvernement bavarde sur l'emploi des seniors, mais n'évoque aucune mesure concrète. Quant à la reconnaissance de pénibilité afin de pouvoir déroger aux nouvelles dispositions prévues, Éric Woerth, le ministre du Travail, a indiqué clairement qu'il s'agira d'examen individuel et non de droits collectifs basé sur la définition de métiers pénibles ou à risques. En gros, ceux qui seront jugés ne plus avoir que quelques années à vivre auront la « chance » de pouvoir partir... Décidément, avec Sarkozy et son équipe, on touche assez vite au sordide. Mais cette droite de combat reste prudente, écartant les régimes spéciaux de la réforme. Pour l'instant... Face à cela, le Parti socialiste réaffirme son attachement à la retraite à 60 ans et son engagement à annuler cette réforme s'il revient au pouvoir. Mais, en même temps, il confirme qu'il ne reviendra pas sur l'augmentation du nombre d'annuités, causée par les réformes Balladur (1993) et Fillon (2003) et qui a en grande partie vidé la retraite à 60 ans de tout contenu réel. Et, dénonçant le « dogme » des 60 ans, Dominique Strauss-Kahn apporte son concours au gouvernement. En mai 2008, à propos de la retraite à 60 ans, Nicolas Sarkozy déclarait : « Je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français ; je n'ai donc pas de mandat pour faire cela. » Ainsi, de l'aveu même de son auteur, cette attaque contre les conquêtes sociales est aussi une arnaque contre la démocratie ! Raison de plus pour se dresser contre...

**4 JUIN, LIVRE, PARIS.** Présentation de *Droites conservatrices, nationales et ultras* par l'auteur, Jacques Leclerc. Il s'agit de la suite du *Dictionnaire de la mouvance droitiste et nationale*. RV à 19 heures, librairie L'Harmattan, 21 bis, rue des Écoles, Paris 5<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité).

**4-5 JUIN, RENCONTRE, IVRY.** Rencontre avec Paco Ignacio Taibo II, organisée par la librairie Envie de lire, pour parler des luttes qui traversent l'Amérique centrale et du Sud. RV le vendredi 4 à 20 heures, espace Robespierre, et le samedi 5, de 15 à 17 heures, à l'Auditorium Antonin-Artaud, place Voltaire, Ivry-sur-Seine (M<sup>o</sup> Mairie-d'Ivry).

**5 JUIN, RENCONTRE, LIBRAIRIE LA BRÈCHE.** Rencontre avec Marianne Zuzula, des éditions La ville brûle, et

discussion autour du livre d'Emmanuel Barot *Révolution dans l'université*. RV à partir de 13 heures, Librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>.

**5 JUIN, MANIF, PALESTINE, NATIONAL.** Manifestations dans toute la France en soutien à la Palestine, après l'attaque du convoi humanitaire par l'armée israélienne. Heures et lieux à préciser.

**5 JUIN, PALESTINE, LILLE.** Flashmob à deux roues pour la Palestine, dans le cadre de la Fête du Vélo et de la Quinzaine de l'entorse à bicyclette. RV à 14 heures, Grand-Place, Lille.

**5 JUIN, FÊTE DU NPA, NANCY.** Le comité manufacture du NPA de Nancy organise une fête du NPA : projection-débat, meeting, librairie, etc.

RV de 14h30 à minuit, salle Jacques-Brel, espace Prévert, 5 rue du Vivarais, Vandœuvre-lès-Nancy (Brabois).

**5 JUIN, SANTÉ, PARIS.** Manifestation commune aux trois maternités menacées dans l'Est parisien : Saint-Antoine, les Bluets et Tenon. RV à 11 heures à la maternité de Tenon.

**5 JUIN, FÊTE DU NPA 92 NORD.** RV à partir de 17h30, à Colombes, école Langevin-Wallon, 22, rue Jules-Michelet, gare du Stade.

**7-9 JUIN, RETRAITES, YVELINES.** Débats publics organisés par le Collectif retraites des Yvelines. Le 7 juin, avec Willy Pelletier (Fondation Copernic), RV à 20h30, salle du Conseil municipal, Maurepas.

Le 9 juin, avec Gérard Filoche (inspecteur du travail), RV à 20h30, salle SRV, avenue Paul-Raoult, Les Mureaux.

**10 JUIN, MAGHREB, PARIS.** Réunion publique de solidarité avec les luttes sociales et pour les libertés syndicales au Maghreb. RV salle Grande-Croizat, Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau, Paris 10<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> République).

**18 JUIN, RETRAITES, HAUTE-LOIRE.** Réunion/débat sur les retraites, avec Willy Pelletier, à l'initiative du Collectif unitaire brivadois de défense des retraites. RV Halle aux grains, Brioude.



Propos recueillis par Roger Devaneuse

regards



Tiphaine Ardouin (DR)

## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

*Tiphaine Ardouin est coordinatrice du Réseau aquitain pour le développement et la solidarité internationale (Radsis) et membre du comité de pilotage de l'Université d'été du Centre de recherche et d'information sur le développement (Crid).*



**Quel est le but de cette Université d'été ?**

L'Université d'été de la solidarité internationale, que nous accueillons cette année en Aquitaine<sup>1</sup>, est un temps de formation et d'échanges sur les questions de la solidarité internationale et sur les grands enjeux de la mondialisation et du développement. C'est une université populaire par les sujets abordés, ses formes d'animation et le fait qu'elle est portée par des acteurs de terrain. Une centaine d'organisations nationales et locales, dont une dizaine d'Aquitaine, sont impliquées dans les modules et ateliers. Organisée tous les deux ans par le Centre de recherche et d'information sur le développement (Crid), lui-même regroupant une cinquantaine d'associations, l'université est pour les centaines de militants qui y participent un temps de rencontres, de confrontations et de ressourcement. Avec de vraies rencontres entre des militants du « Sud » et de l'« Est », dont des personnalités de premier plan (voir liste sur notre site).

**Quels sont les liens avec le Forum social mondial ?**

Le Crid est impliqué depuis l'origine dans la logique des forums sociaux. Ces derniers ont décidé d'un processus plus permanent, plus global, plus décentralisé, auquel nous participons. Il y a aussi cette année une convergence des sujets abordés.

Notre volonté est de mélanger des publics et des acteurs ayant des positions différentes. Les militants partant de points de vue différents – l'environnement, les migrations, l'international –, nous devons tendre vers des solutions communes et une construction cohérente car trop de dispersion rend notre parole inaudible. L'université d'été défendra l'idée d'une sortie de crise par la solidarité. Le capitalisme néolibéral est ébranlé.

Il faut faire entendre l'exigence d'un autre mode de développement économique et social, imposer des règles contraignantes à la folie financière et à la concurrence débridée, remettre au centre l'humain et le respect de l'environnement.

**Quel est le thème de cette année ?**

Nous avons choisi « Écologie, social, libertés, la solidarité internationale comme sortie de crises ». L'échec des politiques suivies ces dernières années est patent. Les inégalités se sont creusées, tant

à l'intérieur de chacune de nos sociétés qu'entre celles du Sud et les nôtres. La circulation des capitaux s'est accélérée et la circulation des hommes et des femmes se heurte à toujours plus de barrières, la liberté d'expression et d'action est aussi mise à mal. Nous sommes en plus devant un défi écologique majeur qui nous permet à nouveau d'affirmer qu'un autre monde est possible et qu'il faut le construire. Ce sont de nouvelles façons de voir qui doivent nous guider. Il n'y a pas de solution dans l'isolement. Le retour sur le national peut être source de conflits supplémentaires. En revanche, la relocalisation, qui passe par la prise en compte des « identités locales » économiques ou culturelles, peut être reconnue dans la démarche de solidarité internationale.

**Comment l'université est-elle organisée ?**

Penser local et global, agir local et global. Cela signifie rechercher sans démagogie l'organisation d'une manifestation responsable et durable, sur le plan social comme écologique.

Cela veut dire recherche de parité, accessibilité par les tarifs, incitation au co-voiturage et au logement chez l'habitant, accessibilité aux handicapés... Avec les restaurants universitaires, nous essayons qu'à chaque repas il y ait des produits locaux de saison et si possible biologiques. Cette démarche est un galop d'essai que nous voulons généraliser. L'université d'été fait aussi l'objet d'un partenariat avec la commission Agenda 21 de l'université de Bordeaux dont l'objectif est de tester des actions qui pourront être pérennisées.

L'université d'été est véritablement un espace de formation, d'échanges et par dessus tout de ressourcement pour les militants. Bref, on vous attend !

Face à la crise, prendre le tournant des solidarités



université d'été de la solidarité internationale

1. L'université d'été de la solidarité internationale aura lieu à Pessac (Gironde) et sur le campus de l'Université Bordeaux 3, du 7 juillet au 10 juillet.

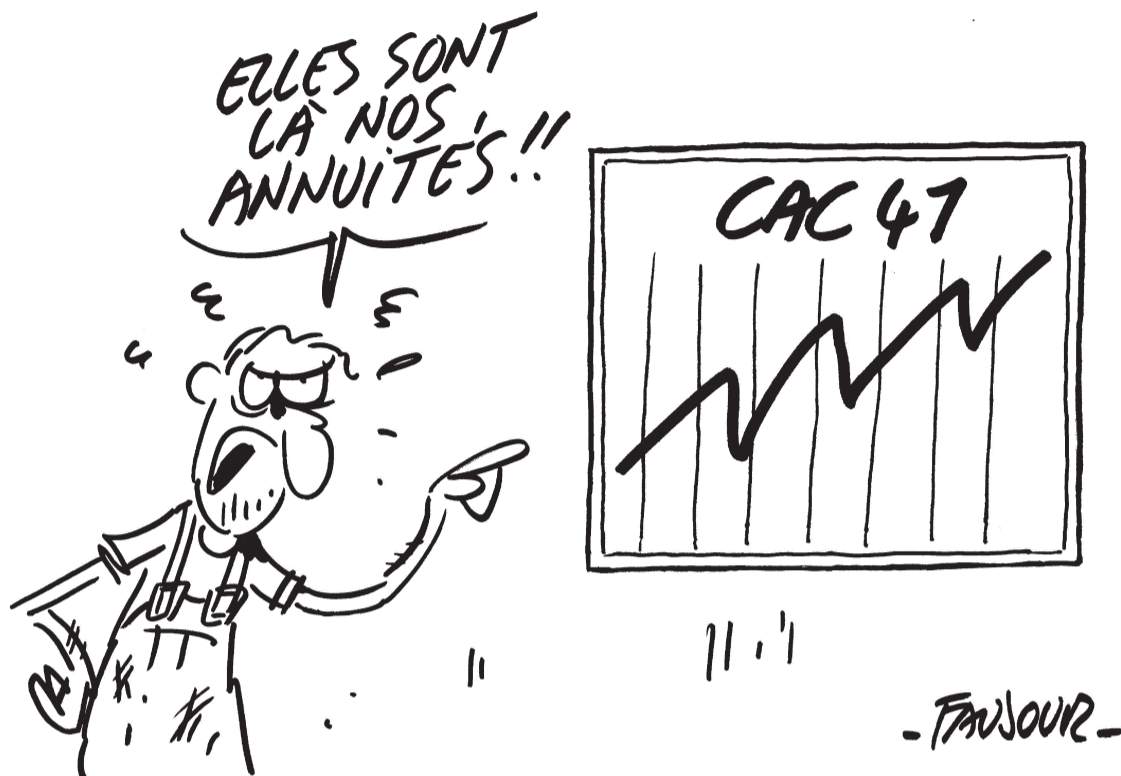
Au programme : deux tables rondes, onze modules de formation, 32 ateliers, des soirées culturelles, un village associatif, etc.

Renseignements et inscriptions dès que possible et avant le 20 juin sur [www.universite-si.org](http://www.universite-si.org)



# RETRAITES L'ÉPREUVE DE FORCE

Après la journée du 27 mai qui a été réussie, la bataille pour les retraites est à la croisée des chemins. Les collectifs unitaires qui se constituent dans beaucoup de villes sont la voie pour construire le puissant mouvement d'ensemble qui permettra de gagner.



Les détails de la réforme des retraites ne seront annoncés que le 20 juin. Mais le gouvernement, à la veille de la journée de grève et de mobilisations du 27 mai, avait déjà proclamé la fin de l'âge légal de départ à 60 ans et son report à 62, 63 ans voire plus. Il confirme que la prétendue concertation n'est que du flan pour endormir l'ensemble du mouvement ouvrier et qu'il a fermement décidé de faire payer la facture de la crise à la majorité de la population. La réforme des retraites fait partie d'un vaste plan d'austérité qui consiste à nous faire travailler plus longtemps.

Nous en savons suffisamment pour comprendre que l'épreuve de force est engagée. Ou plutôt qu'elle est engagée du côté du Medef, du gouvernement et de l'UMP. Malheureusement, en face, les salariés, les chômeurs, les retraités et les jeunes sont

loin d'être en ordre de bataille.

La journée de grève et de manifestation du 27 mai a été réussie. La grève a été bien suivie et les manifestations plus nombreuses que le 1<sup>er</sup> Mai. Mais des doutes sont apparus sur la possibilité de faire reculer le gouvernement et des questions sont posées sur les suites. Plus que des questions se posent sur la volonté des directions des grandes organisations syndicales d'organiser véritablement la résistance à la hauteur de la guerre sociale engagée non seulement en France mais à l'échelle de l'Europe contre les retraites, les salaires et les droits sociaux.

Dans toutes les villes, départements, régions, se construisent des collectifs unitaires sur la base de l'appel, initié par la fondation Copernic et Attac, des chercheurs et des responsables politiques et syndicaux. Des centaines de militantes et militants d'origines diverses, syndicales,

associatives ou politiques, se mettent à agir ensemble, à distribuer des tracts, coller des affiches, discuter, convaincre, organiser des débats, des meetings, à militer contre la destruction du droit à la retraite. Ce réseau s'étend et prend de l'ampleur.

Patronat et gouvernement veulent nous imposer une société qu'on peut résumer en trois slogans : « travailler plus pour gagner moins », « malheur aux pauvres, aux plus âgés, aux plus usés », « jeunes, abandonnez tout espoir ». La construction d'une mobilisation générale qui prenne à contre-pied leur modèle de société est à l'ordre du jour. Il est clair qu'une seule journée de mobilisation ne suffira pas. Il faut trouver le chemin des convergences et des luttes. Comme nous l'avons fait contre le Contrat première embauche (CPE). Le travail de mobilisation à la base peut changer le rapport de forces, réchauffer le climat dans les entreprises, dans les quartiers,

dans la jeunesse et convaincre qu'on peut se battre et gagner. Il faut aussi que cette résistance se voie, s'entende et se mesure dans la rue et sur les lieux de travail. Au lieu de sauter de journée en journée – une nouvelle journée de mobilisation est annoncée par les organisations syndicales le 24 juin – un puissant mouvement de grèves et de manifestations doit être construit pour faire reculer ce gouvernement. Une démonstration de force dans une énorme manifestation nationale serait aussi un pas dans ce sens. Aujourd'hui, il y a deux possibilités : soit Sarkozy passe en force et, comme l'a fait Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, casse le mouvement social pour des années, soit il se prend un retour de boomerang grâce à une large mobilisation populaire. La partie reste ouverte.

Sandra Demarcq

# ISRAËL

SUITE DE LA PAGE 1

Et depuis quelques jours, comme d'habitude, les soutiens d'Israël défilent dans les médias et ont recours aux armes classiques de la désinformation : mensonge, dénigrement.

Nous ne nous laisserons pas tromper par la propagande, ni bercer par le chant des hypocrites qui s'élèvent aujourd'hui face à l'assaut sanglant contre la Flottille alors qu'ils sont muets, depuis des années, au sujet du blocus de Gaza.

Les puissances occidentales et les dictatures arabes ont beau jeu de « condamner » l'opération des commandos israéliens alors qu'ils soutiennent activement ou passivement l'embargo infligé à la Bande de Gaza. La plupart des pays de l'Union européenne (UE) convoquent les ambassadeurs d'Israël. Dont acte. Mais pourquoi ne l'ont-ils pas fait plus tôt? Et pourquoi ces mêmes pays ont-ils voté, à l'unanimité, l'adhésion d'Israël à l'OCDE il y a quelques semaines?

Depuis plus de 60 ans, Israël nie les droits, pour ne pas dire l'existence, du peuple palestinien. Massacres, expulsions, confiscations de terres, colonisation, répression contre toute forme de résistance... Durant plus de six décennies, l'État sioniste a tenté, par tous les moyens, de se débarrasser des Palestiniens et n'a subi, sauf en de rares occasions, que quelques remontrances des dirigeants des grandes puissances. Ces derniers considèrent en effet Israël avant tout comme un allié de poids dans une région aux enjeux économiques et géostratégiques majeurs, sur l'autel duquel les Palestiniens sont sacrifiés.

Mais les Palestiniens n'ont, jusqu'à présent, pas renoncé. Ils continuent de lutter pour leurs droits, avec une constance et une dignité qui forcent l'admiration. Et, malgré la propagande et l'ignoble chantage à l'antisémitisme, la solidarité internationale avec le peuple palestinien s'exprime toujours, que ce soit lors des massacres de Gaza en 2008-2009, avec le développement de la campagne BDS ou ces derniers jours à la suite de la tuerie sur la Flottille de la Liberté. Aussi tragiques soient-ils, les récents événements sont l'occasion de construire et d'amplifier la solidarité avec la Palestine et d'exiger que l'impunité de l'État d'Israël cesse enfin.

Nous devons accentuer la pression pour que la tragédie se termine et qu'Israël et ses dirigeants rendent enfin des comptes, sans perdre de vue que sans ses alliés internationaux, Israël ne serait rien. À ce titre, les autorités françaises ne doivent pas être épargnées. Nous n'oublierons pas les timides déclarations de Kouchner, qui essaie de ménager l'ami israélien, et les scandaleux propos du porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, qui accuse les militants de la Flottille de « provocation ». Une mobilisation internationale de masse, populaire, prolongée, est nécessaire. L'État d'Israël doit, comme le préconise la campagne BDS, être isolé, boycotté, sanctionné. Le blocus de Gaza doit immédiatement être levé, l'occupation militaire et civile des territoires palestiniens doit cesser, et les droits nationaux des Palestiniens doivent enfin être satisfaits. Palestine vivra!

Julien Salingue et Alain Pojolat

Lire aussi agenda page 2 et dossier pages 6 et 7.

## et aussi

**ALLÈGRE VS POLITIS.** Claude Allègre, imposture scientifique vivante, s'est vu offrir lors de la sortie de son dernier livre tous les plateaux de télévision, émission de radio, interviews. Plus c'est gros, plus ça marche, c'est semble-t-il son credo, ainsi que celui des journalistes qui lui ont emboîté le pas. Mais *Politis* n'est pas de ceux-là. Le 18 juin 2009, alors qu'Allègre était encore ministrable, l'hebdomadaire a publié une tribune de huit chercheurs qui ont rappelé le passé peu glorieux de celui qui est à l'exactitude scientifique ce que Besson est à la solidarité avec les immigrés. Allègre a décidé de ne pas laisser passer ce crime de lèse-majesté et a attaqué en justice le directeur de la rédaction, Denis Siefert, ainsi que les auteurs de la tribune pour « diffamation publique envers un fonctionnaire public ». *Politis* a lancé une pétition de soutien qui réclame le retrait de la plainte et « un débat public avec Claude Allègre sur les sujets abordés dans le texte incriminé. » Contre cette nouvelle tentative de bâillonner une presse indépendante, signez-la sur le site [www.politis.fr](http://www.politis.fr)

**CSA: DEUX POIDS DEUX MESURES.** Le 25 mai, le CSA a publié un communiqué informant que Radio France avait été mise en garde pour des propos tenus dans l'émission « Là-bas si j'y suis ». Ce communiqué n'est en fait qu'une ode à la défense du système capitaliste. Le CSA s'inquiète en effet de propos tenus par un militant d'un groupe léniniste lors de l'émission du 10 mars, car ceux-ci pouvaient porter « atteinte à la liberté d'autrui, à la dignité de la personne humaine et à la sauvegarde de l'ordre public. » Que disait ce dernier? Qu'il faudrait que « des têtes tombent » et que des gens soient « fusillés » pour arriver au socialisme. Le même reproche est fait à l'émission du 5 avril où une auditrice exhorte les salariés de Sodimatex à faire sauter leur usine avec Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, à l'intérieur. Le CSA, si prompt à dénoncer les violences – uniquement verbales, faut-il le rappeler – des opposants au capitalisme, n'a pourtant pas encore communiqué sur les propos des Besson-Hortefeux sur les sans-papiers ou les Arabes, ou sur ceux de Sarkozy dénonçant « le trop grand nombre de musulmans présents en Europe ».

**TASER LE RETOUR.** Le 27 mai, Brice Hortefeux a signé un décret autorisant de nouveau l'emploi du Taser par les policiers municipaux, utilisation qui avait été invalidée par le Conseil d'État en septembre 2009. Celui-ci avait estimé que son utilisation n'était pas suffisamment encadrée. Les sept articles précisant les modalités d'emploi par le ministre de l'Intérieur ne comportent pas de garanties supplémentaires ou différentes par rapport au texte antérieur. Qui peut croire qu'un policier municipal vérifiera que l'éventuelle cible porte « des vêtements manifestement humides » ou bien présente « un état de vulnérabilité particulière »? Le dramatique fait divers qui a coûté la vie à une policière municipale, quelques jours auparavant, sert de prétexte pour remettre dans le circuit une arme de 4<sup>e</sup> catégorie qui risque fort de servir contre les jeunes des quartiers pour les intimider, les réprimer. Aujourd'hui, le NPA maintient l'exigence du moratoire demandé par Olivier Besancenot lors du procès perdu par le PDG de Taser France.



## CONCOURS DE L'ENSEIGNEMENT LE POINT SUR LA RÉFORME

Tout est à nous! revient régulièrement sur la réforme dite de masterisation des concours de l'enseignement. Un nouvel épisode est en train de s'ouvrir.

**LES** lecteurs assidus de *Tout est à nous!* savent qu'une année de formation payée (le stage) est remplacée par un ou deux ans d'études non payés. On savait qu'en créant un pool de reçus-collés (les étudiants ayant obtenu le master mais échoué aux concours), cette réforme ouvrirait la voie à un recrutement des enseignants sur des postes non statutaires dans le public. On sentait venir la privatisation rampante de l'éducation, puisque ces diplômés de master Métiers de l'éducation sont une main-d'œuvre rêvée pour les établissements privés hors contrats, qui pourront s'appuyer sur les diplômes de leurs enseignants pour justifier d'un sérieux sans pour autant avoir à respecter le cadre de l'Éducation nationale en termes d'enseignement ou de statut des professeurs. Mais on n'avait pas encore vu qu'en désorganisant complètement la formation professionnelle des enseignants, le gouvernement se donne une deuxième porte pour la privatisation. En effet, avec cette «réforme», les nouveaux professeurs, à peine le concours réussi, se verront confier un temps plein d'enseignant et donc une ou des classes en responsabilité, sans y être préparés. Voici ce qu'en dit Forprof, un groupe privé de préparation des concours de l'enseignement, qui a su flairer le filon: «prendre une classe en main sans formation est difficile, voire risqué». Forprof propose donc des stages durant l'été et toutes les périodes de vacances, et même un «coaching pédagogique personnalisé» durant l'année en cas de besoin. Bilan, en plus d'allonger la durée des études, ce qui ferme l'accès aux étudiants issus des classes populaires qui ne peuvent se payer des études aussi longues, on place les jeunes profs dans une situation de stress telle qu'ils auront vraisemblablement besoin de soutien extérieur, privatisé.

Pour finir le tableau, la réforme est mise en place sans transition dès l'année 2010-2011. En effet, cette année, les candidats devaient avoir un bac+3 pour passer les concours alors que l'an prochain, il faudra être inscrit en M2 (et le valider durant l'année). Il y a donc un problème: quand bien même les candidats malheureux aux concours de cette année décideraient de faire ces années d'études supplémentaires, ils ne pourront se présenter qu'en 2011-2012. Enfin, il faudra s'inscrire très tôt aux concours (en juillet soit six mois plus tôt que d'habitude!) et avoir validé son Master 1 en juin. Ce calendrier ne laisse aucune place pour la rédaction d'un mémoire ou pour un stage durant l'été, et aucune possibilité de rattrapage. De nombreuses préparations publiques sont donc contraintes de fermer, au moins pour 2010-2011, par manque d'inscrits, permettant l'ouverture d'établissements privés qui proposent des masters Métiers de l'éducation. Ils peuvent aussi le faire si les étudiants sont assez nombreux, comme à Lyon par exemple (voir *Tout est à nous!* n° 56).

Hugo Harari-Kermadec

## RYTHMES SCOLAIRES UN CHEVAL DE TROIE GOUVERNEMENTAL

Le projet de modifier les rythmes scolaires n'est qu'une arnaque de plus pour cacher les vrais problèmes.



-FAUCOUR-

**L**uc Chatel vient de faire une nouvelle annonce de réforme des rythmes scolaires. Ceux-ci ne sont en effet pas adaptés aux enfants mais le gouvernement a justement aggravé la situation en 2008. À l'époque, dans le primaire, Xavier Darcos avait imposé la semaine de quatre jours pour mettre en place une politique de soutien scolaire absurde pour les élèves en difficulté (une heure supplémentaire le soir pour les élèves qui ont déjà du mal avec l'école). Les enseignants avaient dénoncé l'hypocrisie de cette réforme car au même moment s'engageait la suppression de milliers de postes du Réseau d'aide aux élèves en difficulté (Rased) qui, avec des enseignants spécialisés et formés, prenaient à part les élèves durant le temps scolaire. Malgré les grèves et les nombreuses mobilisations, Darcos est passé en force. Les conséquences de cette réforme sont nombreuses; elle a notamment rendu beaucoup plus difficile,

pour de nombreux parents qui travaillent, la possibilité de rencontrer les enseignants ou les autres parents. C'est ce même gouvernement qui a très brutalement sanctionné les enseignants «désobéisseurs» qui ont à juste titre refusé cette réforme et mis en place d'autres projets pédagogiques bien plus intéressants, avec le soutien des parents. C'est ce gouvernement qui, en étranglant financièrement les collectivités locales, rend le financement de nombreuses structures sportives et culturelles impossible, avec des milliers d'animateurs, intermittents du spectacle au chômage. C'est encore ce gouvernement qui supprime les postes aux concours d'enseignement de l'éducation physique et sportive... Maintenant, Chatel annonce fièrement qu'il va développer le sport à l'école tous les après-midi. Pourquoi seulement le sport? Avec quels moyens? Tout cela n'est que de la poudre aux yeux. Au même moment, une circulaire de modification de la carte

scolaire est envoyée aux inspections académiques exigeant de trouver de nouveaux postes à supprimer. Dans un langage bureaucratique rempli de langue de bois, le ministère demande de «mobiliser les gisements d'efficience visant à respecter la contrainte du non-remplacement d'un départ sur deux pour la période 2011-2013, sans dégrader les performances globales». Passé les euphémismes de l'introduction du rapport, les solutions envisagées aussi bien en primaire que dans le secondaire sont explicites: «augmentation de la taille des classes, réduction du remplacement, baisse de la scolarisation à 2 ans, augmentation du nombre d'élèves par classe, réduction du volume des décharges»... En réalité, le ministère va poursuivre et amplifier sa politique de réduction brutale des postes d'enseignants (moins 80000 postes de 2007 à 2012), ce qui ne pourra que dégrader les apprentissages. Il fait payer à l'école les milliards que Sarkozy donne aux

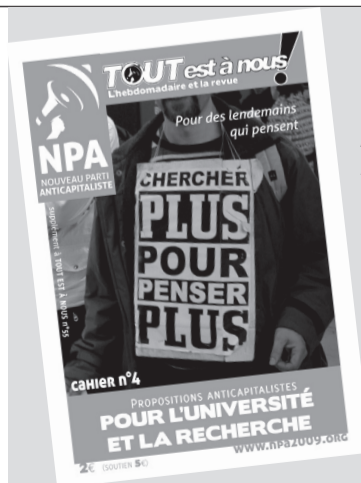
banquiers! Il joue donc plusieurs variables pour «gérer» la crise de l'école: baisse des volumes horaires pour les élèves, augmentation du temps de travail des enseignants. Mais il ne joue pas de ces leviers simultanément, de manière explicite. Il essaye de diviser les parents et les enseignants sur les rythmes scolaires. Il y a donc des pièges à éviter. Par exemple, la FCPE (principale fédération de parents) demande le retour à la semaine de quatre jours et demi. Chatel se dit «ouvert» sur cette question, mais cela ne doit pas se traduire par une nouvelle augmentation du temps de travail des enseignants, mais par des embauches de personnels, la titularisation des précaires, le rétablissement d'une véritable formation des enseignants. Cela ne pourra pas se faire sans la mobilisation unitaire et massive des parents et des enseignants. Il en va de l'avenir des enfants et des conditions de travail des enseignants.

Antoine Boulangé

## et aussi

**VALÉO CORÉE: LA DIRECTION CONTINUE DE REFUSER TOUTE NÉGOCIATION.** Une délégation de syndicalistes du KMWU de Valéo Corée - dont le groupe a décidé la fermeture du site depuis le mois de novembre - sont de retour en France depuis la mi-mai. Ils sont en grève avec occupation de leur entreprise depuis sept mois et donc aux prises avec des difficultés financières intolérables. D'autant plus que la direction du groupe fait pression sur les travailleurs et leurs familles pour leur faire admettre que la décision est irréversible. La délégation manifeste chaque jour devant le siège du groupe, rue Bayen (Paris 17<sup>e</sup>), et multiplie les initiatives pour tenter d'imposer à la direction la réouverture du site. Celle-ci refuse

toute discussion et, face aux interpellations des syndicats européens du groupe, affirme que les syndicalistes coréens refusent toute discussion et sont des hooligans. Alors que Valéo prétend respecter la législation et les droits des travailleurs dans le monde entier, elle considère en fait que ces droits s'appliquent en Europe mais pas dans le reste du monde. Avec le soutien des syndicats et des militants en France, où se situe le siège du groupe pour le monde entier, les syndicalistes du KMWU vont continuer de rencontrer les syndicats et les salariés de la branche pour imposer à la direction la réouverture des négociations. Avec le risque toujours présent qu'elle finisse par faire envoyer la police pour évacuer l'entreprise.



### LE CAHIER N°4 EST SORTI!

Une nouvelle brochure pour tout savoir sur les analyses et les propositions du NPA concernant l'université et la recherche. **Au sommaire:** À quoi sert l'université dans le système capitaliste? L'université aujourd'hui: que veulent les patrons? L'université avant le tournant néolibéral - De la globalisation capitaliste au processus de Bologne - Résistance! L'université au cœur des luttes sociales - Université-Recherche: des personnels divisés et peu organisés - Mouvement de 2009 - Savoir et émancipation - Replacer l'éducation dans la société comme moyen d'émancipation - Replacer la recherche dans la société...

La brochure est disponible au prix de 2 euros. N'hésitez pas à la commander à *Tout est à nous!* 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil



et aussi

**LES SALARIÉES D'EAK SE RÉVOLTENT.** Coup de colère des salariées d'EAK, à Valentigney (Doubs), qui ont séquestré, le 11 mai, leurs trois directeurs pendant 48 heures avec l'appui de leurs syndicats CGT et FO. Le patron a décidé de licencier les 92 employées, en majorité des femmes : 42 dans l'immédiat et 50 fin 2011.

L'entreprise d'équipements automobile fabrique des airbags et des ceintures de sécurité et a connu un premier plan de suppressions de 92 emplois en 2006. Elle appartient au groupe Faurecia et au groupe suédois Autoliv. Autoliv veut délocaliser la production et Faurecia, filiale à 72% de Peugeot, l'y aide en ne passant plus de commandes.

Les salariées, exaspérées, réclament un reclassement dans le district urbain de Montbéliard où se trouve la maison mère. Croyant le reclassement acquis, FO a apposé sa signature sur le protocole de fin de conflit, le 31 mai. La CGT a quitté cette ultime réunion, estimant que ce qui était proposé était une arnaque : les reclassements promis renvoient à une commission territoriale de la métallurgie. Un patron va-t-il se séparer de jeunes travailleurs sous

prétexte qu'il s'est engagé à embaucher les salariées d'EAK, en majorité approchant la cinquantaine? Triste fin d'une mobilisation qui avait pourtant eu le soutien des syndicats de Peugeot Sochaux et des élus du Pays de Montbéliard.

**PEUGEOT-POISSY BAFUVE LE DROIT DE GRÈVE.** Vendredi 21 mai, la CGT de Peugeot-Poissy (Yvelines) a assigné en référé la direction du groupe devant le tribunal des prud'hommes de Versailles pour atteinte au droit de grève. Le 8 avril, seize salariés (dix intérimaires, un CDI et cinq contrats de professionnalisation) ont été mis à pied par la direction à l'issue d'une grève durant laquelle elle avait fait remplacer la quarantaine de grévistes par 117 salariés de l'encadrement. Neuf intérimaires ont depuis été réintégrés – les employeurs d'intérim ayant reconnu leur non-responsabilité dans les faits reprochés – mais la direction de PSA a décidé de licencier les contrats pro et le dixième intérimaire et mis à pied le CDI pour six jours. Les accusations d'entrave à la liberté du travail et d'insultes et violences ne sont que prétextes : la direction veut

écraser toute volonté de résistance en s'attaquant aux salariés précaires et en faisant un exemple. Les grévistes réclamaient notamment des postes supplémentaires pour soulager leurs charges de travail trop lourdes. Comme dans toutes les usines de l'automobile aujourd'hui, l'augmentation des profits passe par l'augmentation de la charge de travail, les suppressions de postes et la multiplication des statuts précaires. À Poissy, il y a 1 500 intérimaires ou emplois précaires, soit la moitié des emplois productifs. Faut-il qu'ils continuent de se taire indéfiniment? L'audience devant le tribunal de Versailles est prévue le 18 juin à 9 heures. Soyons nombreux pour les soutenir!



Saint-Denis, le 8 février 2009. Clôture du congrès fondateur du NPA. Le premier congrès aura lieu en novembre 2010. (PHOTO THÉRIE ROUGE/MILO)

## CPN EN ROUTE VERS LE PREMIER CONGRÈS DU NPA

Le Conseil politique national (CPN) s'est réuni les 29 et 30 mai, en préparation du congrès de novembre.

**L** environ 130 membres du Conseil politique national (CPN) se sont retrouvés ce week-end à Clichy (Hauts-de-Seine). L'ordre du jour était centré sur la discussion des premiers projets de documents mis en débat. Il existe au sein du CPN une commission « programme », qui a proposé qu'un débat soit lancé sur quatre sujets : l'écologie, les questions stratégiques, l'internationalisme et le syndicalisme. Des contributions existent déjà sur les deux premiers sujets. Il reste à déterminer la manière dont les comités peuvent s'emparer de ces questions dans la préparation du congrès. À propos des statuts pour l'instant provisoires, l'objectif est l'organisation d'un premier aller-retour avec les comités, à partir d'un premier état des problèmes ou manques relevés. Mais c'est sur deux autres textes que les échanges ont porté durant la journée du samedi, en séance plénière et en commissions parallèles. D'abord un projet de texte intitulé « Nos réponses face à la crise », élaboré dans le cadre d'une collaboration entre des membres du Comité exécutif, du Groupe de travail économique (GTE), de la Commission d'intervention sur les lieux de travail (Cilt) et de la Commission écologie. Il s'agit de tenter d'élaborer une réponse politique à la hauteur de la situation. Il a occasionné une discussion riche et intéres-

sante, s'interrogeant tour à tour sur le contenu et la méthode. Comment articuler entre elles les différentes dimensions de la crise? Faut-il vraiment tenter d'avancer des mesures d'urgence dans le cadre d'un plan anticrise, comme carte d'identité politique du NPA? Faut-il au contraire se l'interdire au prétexte qu'il peut distiller des illusions sur la capacité de les imposer par en haut ou par une simple victoire électorale? Que signifie aujourd'hui une démarche transitoire partant des préoccupations et des revendications immédiates des salariés? Gageons que les comités s'empareront de la discussion, notamment dans le cadre des coordinations régionales ou départementales du mois de juin. Ils débattront sans doute aussi du document d'orientation que devrait adopter le congrès, livrant une analyse de la situation actuelle et définissant la manière dont le NPA doit y intervenir. On n'est donc plus dans le débat de bilan. Pourtant la période précédente nourrit des désaccords et des divergences qui s'expriment aussi sur le terrain des thèses politiques. Dans le même temps, les discussions mûrissent, permettant d'éclairer à la fois l'ensemble des points qui font un accord très large et ceux qui donnent lieu à des lectures et des propositions divergentes, notamment à propos du paysage à la gauche de la gauche, du lien entre luttes et élections, du front unique ou plus généralement de la

définition de l'identité du NPA comme parti. Après un point financier qui confirme une difficulté assez répandue à faire remonter les cotisations nécessaires au fonctionnement du parti, un autre sur la deuxième Université d'été du NPA, une série de discussions ont eu lieu au sein de groupes de travail. L'un d'eux s'est penché sur la question de la presse du NPA et notamment de son hebdomadaire, dont la diffusion est aujourd'hui insuffisante. Cela s'explique sans doute par le fait qu'il n'a pas été approprié par le parti au moment de sa conception, mais beaucoup d'autres arguments sont avancés, de la crise de la presse au contenu du journal lui-même. La variété des points de vue semble indiquer la nécessité d'une remise à plat globale de sa conception et surtout de sa fonction. La discussion s'est poursuivie à propos des porte-parole, bien que la proximité du congrès vienne télescoper le travail en cours. Le débat sur l'organisation et le contenu des coordinations régionales de juin indique des préoccupations différentes qu'il faut toutes prendre en compte : les questions d'orientation ne peuvent occulter la discussion sur « Nos réponses face à la crise » qui elle-même ne doit pas empêcher que les enjeux substantiels liés au fonctionnement et à la construction du NPA soient abordés avec sérieux.

Coralie Wawrzyniak, Ingrid Hayes

## HEULIEZ LA LIQUIDATION VOLONTAIRE

La mise en liquidation judiciaire de l'entreprise survenue le 21 mai est une nouvelle étape d'un processus qui a déjà abouti à la suppression de 700 emplois.

**EN** octobre 1997, l'équipementier automobile Heuliez, qui employait alors 1 300 salariés, avait été mis pour la première fois en procédure judiciaire de sauvegarde. Un premier redressement judiciaire en avril 2009 avait abouti à un plan social avec 400 licenciements. Et, de mois en mois, de plan social en plan social, les effectifs salariés ont fondu pour atteindre aujourd'hui 600 salariés. Ce qui se passe chez Heuliez est une leçon de choses, concentrée des pratiques des fonds d'investissement, de la politique gouvernementale et des impasses illusoires du Parti socialiste. Tous se sont penchés, au cours de ces dernières années, sur le sort d'Heuliez, faisant tous miroiter de fausses solutions pour aboutir au fiasco d'aujourd'hui. À qui fera-t-on croire que le gouvernement français et le fonds stratégique d'investissement, qu'il finance avec PSA et Renault, seraient incapables de trouver sur la planète, entre les propositions indienne, française, allemande ou turque, un repreneur non-escroc? C'est bien une question de volonté politique : le gouvernement veut encore plus de suppressions d'emplois chez Heuliez. Le PS et Ségolène Royal, présidente de la région Poitou-Charentes, se sont aussi intéressés à l'entreprise. Alors que le gouvernement jouait au poker menteur avec une promesse de 10 millions d'euros non encore fournis à ce jour, la région PS a, elle, versé une subvention de 5 millions d'euros sans moyen de contrôle sur son utilisation. S'il fallait une preuve que le véhicule électrique n'est pas aujourd'hui dans la réalité d'un marché fondé sur la rentabilité financière, Heuliez est là pour l'apporter. En décembre 2009, Ségolène Royal déclarait : « La reprise de cette entreprise et de plus de 600 salariés par le groupe Bernard Krief Consulting est un soulagement pour tous. De nouvelles perspectives industrielles sur le site de Cerizay vont pouvoir être mises en œuvre. La région fait pleinement confiance aux dirigeants de BKC, et particulièrement à Louis Petiet, son PDG. » C'était celui-là même qui se révéla un mois plus tard être un repreneur voyou. En voulant faire croire qu'un tour du monde des repreneurs serait plus efficace que la propre lutte des travailleurs, gouvernement et PS n'ont rien réglé et ont contribué à démoraliser les salariés. D'autres chemins sont possibles. Plutôt que des subventions à fonds perdus, la réquisition sous contrôle des travailleurs ouvre une perspective de lutte pour garantir emploi et outil de travail. Plutôt que les mirages du marché pour les véhicules électriques, une entreprise placée sous le contrôle de ses salariés discuterait partenariat avec les instances publiques. Les donneurs d'ordre d'Heuliez sont clairement identifiés, à savoir PSA, Renault mais aussi Opel qui, il y a un an, a supprimé ses commandes : c'est à eux qu'il faut demander des comptes.

Jean-Claude Bernard

# ISRAËL L'IMPUNITÉ

## UN CARNAGE ASSUMÉ

**LE MONDE** a été surpris et choqué de la violence avec laquelle l'armée israélienne s'en est prise à la Flottille pour Gaza. Les commandos israéliens se sont rendus coupables, devant le monde entier, d'un acte de piraterie, et n'ont pas hésité à tirer à balles réelles sur des civils désarmés. La thèse de « l'opération d'arraisonnement qui a mal tourné » semble l'emporter. Avec un peu de recul, elle est pourtant plus que contestable.

Les premières déclarations des officiels israéliens sont éloquentes. Danny Ayalon, vice-ministre israélien des Affaires étrangères, affirme que « l'armée a agi en état de légitime défense » et que les organisateurs de la Flottille « ont des liens avec les organisations terroristes internationales ». Ehud Barak, ministre (« travailliste ») de la Défense, explique qu'Israël n'a fait que « répondre à une provocation politique ». Le Premier ministre Netanyahu assure l'armée israélienne de son « soutien total ».

En un mot comme en cent, les choses sont claires : le gouvernement israélien assume totalement le carnage. Pour celles et ceux qui suivent l'actualité de la question palestinienne, la violence de l'armée et la position des autorités israéliennes ne sont malheureusement pas une surprise. A-t-on oublié le passé ? A-t-on oublié la tragique situation du peuple palestinien ? A-t-on surtout oublié la nature du gouvernement israélien ?

Le gouvernement israélien actuel a été caractérisé comme « le plus à droite de l'histoire d'Israël ». Y cohabitent la droite dure, l'extrême droite, les ultras religieux et les « travaillistes ». Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, qualifié de « fasciste » par nombre de commentateurs israéliens, raciste notoire, y évolue comme un poisson dans l'eau. Ehud Barak, qui avait supervisé en tant que ministre de la Défense les massacres de Gaza en 2008-2009, y figure en bonne place. Peut-on attendre de ces sinistres individus autre chose que violence, haine et cynisme ?

Ce gouvernement est entré en fonction, l'an passé, peu de temps après les tueries de Gaza, promettant d'adopter... une attitude plus ferme que ses prédécesseurs à l'égard des Palestiniens. Il est en fait la face la plus visible de la fuite en avant d'Israël dans sa guerre coloniale contre les Palestiniens, qui se traduit aujourd'hui par une répression systématique, une poursuite effrénée de la colonisation et une amplification de la ghettoïsation de la population palestinienne dans des enclaves en Cisjordanie et à Gaza.

La Bande de Gaza, contre laquelle le gouvernement Netanyahu s'acharne en espérant la mettre à genoux, est très majoritairement peuplée de familles de réfugiés qui ont été expulsés de leur terre en 1947-1949. Ce petit bout de terre, berceau de la Première Intifada, bastion de la résistance armée, est un miroir qui renvoie l'image de la véritable nature d'Israël et des contradictions inhérentes au projet d'établissement d'un État juif en Palestine : l'expulsion, la répression et l'enfermement, consubstantielles à l'établissement et à la survie de l'État d'Israël, ne peuvent faire disparaître un peuple et ses aspirations.

La radicalisation de la politique israélienne est l'expression de la nécessaire fuite en avant d'Israël face à ses contradictions : Israël est né de la négation des droits du peuple palestinien et ne peut dès lors survivre qu'en continuant de les nier, chaque jour avec davantage de violence. Il est donc essentiel d'aller au-delà de l'émotion et de comprendre : le sanglant assaut du 31 mai n'est pas un accident mais s'inscrit dans une logique d'ensemble. La légitime indignation suscitée par le massacre de la Flottille pour Gaza ne doit pas nous faire oublier que c'est à cette logique d'ensemble que nous devons nous opposer. Sans quoi d'autres massacres ne manqueront pas de se produire.

## GAZA : UNE SITUATION INTOLÉRABLE, UN BLOCUS INHUMAIN

**N'EN** déplaise à Israël et à nombre de ses défenseurs, le but de la Flottille pour Gaza n'était pas d'affronter les forces armées israéliennes. Sur le site du Free Gaza Movement, les objectifs sont clairs : « Nous voulons briser le siège de Gaza. Nous voulons réveiller la conscience internationale sur la fermeture de la Bande de Gaza qui est devenue comme une prison. Nous voulons pousser la communauté internationale à revoir sa politique de sanctions et à mettre fin à son soutien à la continuelle occupation israélienne ».

Car oui, la Bande de Gaza est une véritable prison à ciel ouvert, dans laquelle une tragédie se déroule, depuis plusieurs années, dans un silence assourdissant. Gaza est soumise à un blocus inhumain, entamé en 2005 après le retrait-bouclage israélien, et renforcé en septembre 2007 lorsqu'Israël a déclaré la Bande de Gaza « entité hostile ». L'embargo est alors presque total, et un simple coup d'œil à la liste des produits interdits à Gaza permet de mesurer l'acharnement israélien : livres, thé, café, allumettes, bougies, semoule, crayons, chaussures, matelas, draps, tasses, instruments de musique... La situation se dégrade encore un peu plus après l'offensive de 2008-2009. En l'espace de deux ans, 95% des entreprises ont fermé et 98% des emplois du secteur privé ont été détruits. Les centrales électriques fonctionnent par intermittence. L'interdiction d'importer du ciment et de nombreux produits chimiques empêche la reconstruction des infrastructures détruites lors des bombardements,

qu'il s'agisse des maisons ou des stations de traitement des eaux usées, avec les conséquences sanitaires que l'on imagine.

Malgré la levée de quelques restrictions, autour de laquelle Israël fait beaucoup de publicité, la tragédie se poursuit. Les derniers chiffres de l'ONU indiquent que 70% des Gazaouis vivent avec moins de 1 dollar par jour, que 80% de la population dépend des aides alimentaires internationales, ou encore que plus de 60% des habitants de Gaza n'ont pas accès à l'eau courante. Israël prétend que les produits humanitaires peuvent pénétrer à Gaza, mais a interdit tous ceux qui peuvent être « détournés à d'autres fins »... Selon les diverses estimations, 80% de l'économie de Gaza dépend des tunnels souterrains qui relient l'Égypte (complice du blocus) et la Bande de Gaza.

Le blocus contre Gaza est illégal au regard du droit international, et a été dénoncé par de nombreuses agences de l'ONU et ONG peu suspectes de parti pris. Cette punition collective, infligée à 1,5 million de personnes, s'inscrit au cœur de la politique israélienne : il s'agit de mettre les Gazaouis et leurs organisations politiques à genoux, et de les contraindre à se résigner à abandonner leurs droits et leur lutte. Les Palestiniens de Gaza n'ont pas renoncé, mais ils ont plus que jamais besoin d'un soutien international dans leur combat. Comme l'ont affirmé, au péril de leur vie, les passagers de la Flottille pour Gaza, le blocus doit immédiatement cesser !

## BOYCOTT, DÉSinVESTISSEMENT, SANCTIONS !

**L'ACTE** ignoble perpétré au large de Gaza par l'armée israélienne souligne une fois de plus l'actualité de la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS). Devant la lâcheté de la « communauté internationale », c'est aux populations du monde entier d'agir afin d'isoler l'État d'Israël, d'en faire un État infréquentable.

La Campagne BDS a été initiée en juillet 2005 par une coalition regroupant l'ensemble des forces politiques, sociales et associatives palestiniennes représentatives (172 organisations signataires). Cette coalition inclut les trois composantes du peuple palestinien : Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, Palestiniens d'Israël, réfugiés des camps de l'extérieur.

Sa finalité est simple : développer une campagne internationale, populaire, de solidarité avec le peuple palestinien, autour d'axes, de mots d'ordre et de modes d'action très concrets. Il s'agit, à l'instar de ce qui s'était passé avec l'Afrique du Sud, de multiplier les pressions politiques, sanctions économiques et diplomatiques contre Israël tant que les droits des Palestiniens ne seront pas respectés.

« Nous, représentants de la société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous

faisons appel à vous pour faire pression sur vos États respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix.

Ces mesures de sanction non violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international. »

La campagne BDS se décline principalement sous trois aspects :

- boycott : à un niveau populaire, voire institutionnel (municipalités, par exemple), encourager le boycott des marchandises et produits fabriqués en Israël ;
- désinvestissement : exiger des entreprises qu'elles cessent leurs investissements en Israël et/ou leurs partenariats économiques avec des entreprises israéliennes ;
- sanctions : exiger des gouvernements qu'ils prennent des sanctions (diplomatiques, économiques...) contre Israël.

Le NPA a décidé de s'inscrire dans la campagne BDS. Il s'agit en effet de se donner tous les moyens pour faire pression sur Israël, pour isoler l'État colonial, tant que les droits fondamentaux du peuple palestinien ne seront pas respectés. Plus que jamais, le BDS doit se poursuivre et se développer !

Plus d'informations sur [www.bdsmovement.net](http://www.bdsmovement.net) et [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

# TÉ DOIT CESSER!

## UNE LONGUE LISTE DE MASSACRES

Les soutiens d'Israël s'obstinent à présenter l'armée de l'État sioniste comme « la plus morale du monde ». Et pourtant... Un simple coup d'œil dans les rétroviseurs permet de se rendre compte que l'assaut criminel perpétré contre la Flottille pour Gaza s'inscrit dans longue série de massacres impunis, parmi lesquels (la liste est loin d'être exhaustive):

**DEIR YASSIN, 9 AVRIL 1948** les milices sionistes Lehi et Irgoun investissent le village palestinien de Deir Yassin. Ces deux groupes sont dirigés par deux futurs Premiers ministres d'Israël : Menahem Begin et Itzhak Shamir. Face à la résistance des Palestiniens, les milices se livrent à un véritable massacre : le village est rasé, les civils massacrés dans leurs maisons et les prisonniers exécutés un à un. Selon les sources, entre 120 et 250 morts.

**KHAN YOUNIS, 3 NOVEMBRE 1956** lors de l'offensive consécutive à la nationalisation, par Nasser, du Canal de Suez, l'armée israélienne occupe la Bande de Gaza, alors sous autorité égyptienne. La ville et le camp de réfugiés de Khan Younis sont le théâtre d'un nouveau massacre. D'après l'ONU, 275 morts.

**ABBASSIEH, 17 MARS 1978** durant l'invasion militaire du Sud-Liban, l'armée israélienne bombarde sans relâche le village d'Abbassieh. La population ne peut s'enfuir et plusieurs centaines d'habitants se réfugient dans la mosquée, qu'Israël bombarde à son tour. 125 morts, dont 80 dans la mosquée.

**SABRA ET CHATILA, 16-17 SEPTEMBRE 1982** au lendemain de l'assassinat du chef de la milice phalangiste et nouveau président du Liban, Bachir Gemayel, l'armée israélienne occupe Beyrouth-ouest et encercle les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. L'armée israélienne laisse entrer dans les camps des miliciens phalangistes, qui se livrent à une véritable boucherie. Une commission d'enquête israélienne établira la « responsabilité indirecte » des forces israéliennes et du ministre de la Défense de l'époque, Ariel Sharon. Selon les sources, de 1 000 à 3 000 morts.

**QANA, 18 AVRIL 1996** Israël bombarde une fois de plus le Sud-Liban, officiellement pour « contraindre le Hezbollah à un cessez-le-feu ». Le village libanais de Qana est pris pour cible par les avions israéliens : une fois de plus, les habitants n'ont aucune chance de s'enfuir. Plus de 100 morts.

**JÉNINE, AVRIL 2002** l'armée israélienne occupe la Cisjordanie et ratisse villes, villages et camps de réfugiés pour écraser la résistance palestinienne. Les Palestiniens du camp de Jénine opposent une farouche résistance aux troupes israéliennes, qui vont utiliser tanks, bulldozers, hélicoptères et mitrailleuses lourdes au cœur d'une zone ultra-densément peuplée. 52 morts.

**LIBAN, JUIL.-AOÛT 2006** après un accrochage avec le Hezbollah au cours duquel trois soldats israéliens sont tués et deux autres capturés, les avions israéliens bombardent sans relâche le Liban durant 33 jours. 1 million de Libanais sont contraints de fuir. Plus de 1 million de sous-munitions sont larguées sur le Sud-Liban, ainsi que des bombes au phosphore. 1 300 morts.

**GAZA, DÉCEMBRE 2008/ JANVIER 2009** durant trois semaines, l'armée israélienne mène une offensive sans précédent contre la Bande de Gaza. Bombardements, opérations au sol... La Bande de Gaza est totalement bouclée et les Palestiniens n'ont aucun refuge. Maisons, hôpitaux, écoles de l'ONU sont pris pour cible. Plus de 1 400 morts.

## VICTIMES

PAR MICHEL WARCHAWSKI

**ALORS** que le monde entier est encore sous le choc des (rares) images de l'arraisonnage sanglant du *Marmara*, le peuple israélien, dans sa grande majorité, se sent une fois de plus victime. Victime de l'antisémitisme mondial, victime de la haine d'Israël, victime des circonstances, victime de la malchance. Victime et donc aussi brutal et agressif envers les quelques milliers de Juifs israéliens qui refusent de se joindre à l'hystérie collective et au sentiment victimaire : sur la plage d'Ashdod, où nous attendions les navires capturés par l'héroïque marine israélienne, nous avons dû nous replier devant la violence des habitants et, quelques heures plus tard, à Jérusalem où les passants ont tenté, à plusieurs occasions, de s'en prendre aux quelque quatre cents manifestants venus exprimer leur rage contre ce qu'on peut légitimement appeler un massacre prémédité. À Tel Aviv, par contre, un millier de manifestants ont pu protester dans le calme.

Comme c'est le cas chaque fois que l'État hébreu se piège et provoque l'ire internationale, la population fait front et s'aligne derrière ses dirigeants : comme le dit la chanson, « le monde entier est contre nous, c'est pas grave, on fera front ». Si les médias expriment des critiques, celles-ci sont essentiellement opérationnelles : le manque de préparation des soldats, l'équipement mal adapté à la mission etc. D'autant plus qu'il s'agit de l'unité d'élite numéro un de l'armée israélienne qu'Ehud Barak – toujours lui – envoie contre quelques centaines de civils non armés. Et les Rambos de Barak de se faire proprement rosser, en particulier par les nombreux Turcs qui se trouvent sur le pont.

Sur le fond, très peu de critiques : Israël, disent-ils en substance, avait le droit, voire le devoir d'empêcher cette violation de sa souveraineté, feignant d'oublier que Gaza n'est pas sous souveraineté israélienne, mais un territoire à la fois occupé et sous blocus. C'est d'ailleurs un des effets positifs de l'opération Free Gaza et de son dénouement tragique que de rappeler au monde entier que le million et demi d'habitants de Gaza sont les victimes innocentes d'un blocus qui dure maintenant depuis quatre ans, ce que n'a pas manqué de rappeler Catherine Ashton au nom de l'Union européenne.

Il reste à voir ce que l'Union européenne est prête à faire pour traduire ses positions de principe en actes et en pressions sur le gouvernement israélien. La récente entrée d'Israël dans l'OCDE semble indiquer que dans le monde des actes, c'est plutôt le soutien à l'État criminel israélien qui est de mise, d'où l'importance accrue de la campagne civile internationale pour le boycott, le désinvestissement et des sanctions envers Israël (BDS).

Le dénouement sanglant de l'opération porte le sceau du ministre de la Défense, tueur en série de la classe politique israélienne, celui-là même qui, comme Premier ministre, avait été responsable du massacre d'octobre 2000. Ehud Barak doit être persona non grata sur le continent européen, et dans les pays où la compétence universelle est appliquée, traduit en justice dès qu'il met ses pieds sur le sol national. Cet abject personnage doit être mis au ban de tout ce qui se prétend être civilisé, parce qu'il représente un danger public au niveau planétaire.

### GRÈVE GÉNÉRALE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

À l'appel de l'Autorité palestinienne, trois jours de grève générale ont été déclarés dans l'ensemble des territoires occupés. Cela dit, l'entourage du président Mahmud Abass n'a pas annoncé un gel des négociations indirectes concoctées par l'administration américaine, alors que c'est le minimum qu'attend la majorité de la population de ces territoires de la part de celui qui reste, jusqu'à nouvel ordre... et à la date indéterminée des prochaines élections, son président.

### LA COLÈRE DES PALESTINIENS D'ISRAËL

Manifestations massives, confrontations de jeunes avec la police – la population palestinienne d'Israël n'est pas en reste dans l'indignation qui traverse l'ensemble du monde musulman et au-delà. En particulier dans la ville d'Um el Fahem dont l'ancien maire, le Cheikh Raed Salah, a été blessé puis arrêté sur le *Marmara*. La grève générale est largement suivie et l'on attend ce samedi des manifestations de masse dans toutes les villes palestiniennes d'Israël. La police a reçu l'ordre de maintenir à tout prix les axes routiers ouverts, mais de permettre aux habitants de manifester au sein de leurs localités.



## ROYAUME-UNI GOUVERNEMENT DE RICHES

Les réductions budgétaires du gouvernement sont une déclaration de guerre aux salariés à laquelle le mouvement syndical doit répondre.

**DEUX** semaines à peine après son élection, la coalition des conservateurs et des libéraux-démocrates a annoncé une réduction de plus de sept milliards d'euros des dépenses publiques. C'est la marque d'un gouvernement de riches au service des riches. Le nouveau Premier ministre, David Cameron, éduqué à l'école aristocratique d'Eton<sup>1</sup>, prétend que tous les Britanniques sont dans le même bateau. La composition du gouvernement indique tout autre chose: sur 23 ministres, 18 sont millionnaires. Le ministre des Finances, George Osborne, a déclaré que ce budget n'était que la première étape d'une «*onde de choc*» où le gouvernement serait «*délibérément draconien et inflexible*».

En s'attaquant aux services publics, les conservateurs et libéraux-démocrates frappent de plein fouet tous les salariés. Voici quelques exemples, en euros, des réductions envisagées:

- 1,4 milliard: collectivités locales (services sociaux, collecte des déchets, pompiers)
- 813 millions: transports (dont 119 pour la maintenance ferroviaire)
- 798 millions: éducation
- 381 millions: suppression de l'allocation de 300 euros aux nouveau-nés
- 345 millions: stages pour les chômeurs.
- 277 millions: recherche médicale (cancer, maladies cardio-vasculaires, etc.)
- 101 millions: changement climatique et technologies économes en carbone
- 40 millions: panneaux solaires et petites éoliennes
- 38 millions: formation des maîtres et 1,19 million pour les cantines scolaires
- 23 millions: décontamination nucléaire

Capitulant devant le concept d'«*intérêt national*» propagé par la coalition gouvernementale, les travaillistes ont déclaré qu'ils ne s'opposeraient pas de manière systématique à ces réductions, voulant être une «*opposition responsable*». Ce sera cohérent avec la façon dont ils ont gouverné pendant treize ans.

### BRITISH AIRWAYS EN GRÈVE

Cette attaque intervient au moment où le personnel navigant de British Airways se prépare à un nouveau round de grève avec son syndicat Unite. L'issue en sera cruciale car elle donnera le ton de la résistance syndicale au gouvernement. Malgré le vote de cette grève à bulletin secret à 90% avec une participation de 80%, la justice a donné à plusieurs reprises raison à la direction en déclarant la grève illégale. Ce conflit est avant tout un affrontement avec le syndicat que la direction cherche à briser. British Airways impose des suppressions d'emplois, veut diminuer les salaires et remettre en cause les accords négociés. L'objectif est de construire une nouvelle flotte avec de nouveaux équipages moins bien payés et aux conditions de travail dégradées.

La plupart des syndicats sont restés jusqu'à présent passifs à l'annonce des réductions budgétaires. Il est urgent que cela change. Les syndicats et la gauche doivent exiger que les déficits budgétaires, qui sont la conséquence de la crise bancaire, soient comblés par l'annulation du programme de missiles nucléaires Trident, la fin de la guerre en Afghanistan et une énergique taxation des grosses entreprises, des banques et des riches. Le coût de la crise ne doit pas être payé par les simples citoyens et les pauvres.

La gauche et les syndicats commencent à se mobiliser et une manifestation est prévue le 22 juin, jour de débat au Parlement sur le budget.

Frédéric Leplat

Traduction Jacques Radcliff

1. Une inscription coûte 32 000 euros par an...

## MARÉE NOIRE DES DÉGÂTS IRRÉPARABLES

Depuis plus d'un mois, des millions de litres de pétrole se répandent dans le Golfe du Mexique. Malgré les annonces d'Obama, il est peu probable que BP assume les réparations.

### CATASTROPHE EN LOUISIANE



**L**e 20 avril dernier, une plateforme de la multinationale BP explosait puis sombrait dans les eaux du Golfe du Mexique, laissant échapper des tonnes de pétrole dans la mer. Cette marée noire a été aussitôt déclarée «*catastrophe nationale*» par les autorités américaines et Obama a promis dans la foulée de «*mobiliser tous les moyens*» pour minimiser les effets de ces millions de litres de brut accumulés au large, puis déversés sur les côtes de Louisiane, du Mississippi, de l'Alabama et de la Floride.

Ce volontarisme était surtout destiné à rassurer l'opinion publique car les tentatives pour enflammer le pétrole (technique peu efficace et très polluante) étaient vouées à l'échec, et les 150 km de barrages flottants se sont avérées bien dérisoires pour endiguer l'énormité du flux.

Le pétrole a touché des zones marécageuses et, si on sait aujourd'hui nettoyer les plages et les côtes rocheuses, on est assez démunis pour

dépolluer des zones humides. En effet, dans les mangroves, les racines des végétaux qui trempent dans l'eau, sont rapidement engluées et le pétrole qui entre dans ce milieu fragile peut y demeurer pendant des dizaines d'années. Ce sont des dégâts irréparables qui se produisent et ils ne concernent pas que les côtes américaines. Le delta du Mississippi (40% des marais côtiers américains) compte près de 400 espèces dont plusieurs en danger: thon rouge, tortue marine, pélican brun... Le péril est grand pour ce réservoir de la biodiversité ainsi que pour la pêche, la Louisiane étant le premier producteur du pays.

Le bilan promet d'être lourd, d'autant que l'expérience nous montre que la disparition d'une seule espèce entraîne des réactions en chaîne que nous ne savons pas anticiper. Et les conséquences mondiales de la destruction de cet écosystème sur le plancton, par exemple, peuvent être à terme une menace pour l'ensemble de l'humanité. La multinationale BP, après

avoir minimisé la catastrophe, a estimé la fuite à 800 000 litres de pétrole par jour. Mais ce chiffre est aujourd'hui contesté par les experts gouvernementaux américains qui parlent de quantités quatre à cinq fois supérieures, ce qui place cet accident largement en tête de toutes les catastrophes pétrolières.

Le gouvernement américain contrôle les tentatives du pétrolier pour maîtriser les fuites mais toutes les solutions techniques envisagées ont pour l'instant échoué. La dernière en date nécessitant le forage de puits secondaires ne sera fonctionnelle qu'à partir de la fin août! Et si aucune méthode ne fonctionne, la fuite se poursuivra jusqu'à ce que le gisement s'épuise... Il est trop tôt pour évaluer toutes les conséquences économiques et environnementales. BP promet d'assumer l'entière responsabilité de la marée noire. Mais on sait par expérience qu'au moment de régler l'addition les compagnies rechignent à payer pour le préjudice environnemental qui n'est de toute façon pas

chiffreable et réparable.

Dans un contexte de raréfaction des ressources pétrolières, les compagnies multiplient les forages offshore en eau profonde. Une autre plateforme vient d'ailleurs de sombrer au large du Venezuela, apparemment sans conséquence. Mais seuls quelques États comme la Norvège ou le Brésil ont édicté des normes plus strictes en matière offshore.

Les conséquences de la catastrophe étant mondiales à l'échelle environnementale, ce n'est ni à BP ni aux États-Unis de prendre seuls les décisions. L'irresponsabilité des multinationales face à des actes qui ont des conséquences planétaires devraient faire l'objet de poursuites pour «*crime contre la planète*» et entraîner la confiscation de leurs biens et leur mise sous tutelle internationale. Mais rien de tout cela n'est à l'ordre du jour, pas plus qu'un audit indépendant de ces plateformes off-shore.

Catherine Faivre d'Arcier

## et aussi

**CHINE. GRÈVE CHEZ HONDA.** La combativité ouvrière connaît un regain en Chine. 2 000 ouvriers d'une usine de pièces de transmission Honda (province de Guangdong) sont partis d'eux-mêmes en grève, le 24 mai, sans le soutien du syndicat officiel, l'ACFTU. Ils ne touchent que 178 euros par mois et demandent une augmentation de 300 euros. La grève a contraint la multinationale à arrêter la production dans ses trois usines de montage (Canton et Wuhan). Elle a tenté de faire signer aux ouvriers d'une usine des promesses de ne pas faire grève mais ceux-ci ont refusé ou ont fait des gribouillages dessus. Il y a régulièrement d'innombrables conflits du travail dispersés dans toute la Chine mais cette grève est importante car les ouvriers se sont auto-organisés et ont réussi à bloquer la production d'une grande multinationale pour qui la vente de voitures en Chine est essentielle. La croissance du PIB est actuellement de 12% en Chine, loin devant celle du pouvoir d'achat.

**HARO SUR LA PHILO.** L'Université de Middlesex (Grande-Bretagne) offre un terrible exemple de ce qui se cache derrière le discours «*comptable*» sur les universités. En effet, la direction a décidé de fermer son département de philosophie... pour son absence de «*contribution mesurable*» selon les termes employés par le doyen. Surtout, ce département de philosophie est un foyer de la pensée critique. Ainsi, la logique comptable signifie avant toute chose le démantèlement de tout ce qui pourrait représenter une contestation des bases de ce monde. Face à la détermination des étudiants et du personnel qui occupent leur fac, la direction de l'Université a suspendu deux professeurs et deux étudiants (dont un opposant au régime iranien qui pourrait perdre son titre de séjour). Cependant, la mobilisation se poursuit et les soutiens se multiplient. Les étudiants et travailleurs du supérieur en France doivent être solidaires et considérer ce qui se joue à Middlesex comme un avant-goût de ce qu'on leur prépare. <http://savemdxphil.com/>





POÉSIE

**TARNAC/Jean-Marie Gleize/ÉDITIONS**

CONTREPIED/4 EUROS

Un 11 novembre, en Corrèze, l'État frappe une épicerie. Ce n'est pas Gérard Nicoud qu'on recherche mais des subversifs. Jean-Marie Gleize a écrit pour l'un d'eux. « J'ai décidé de choisir mon dialecte, j'utilise pour écrire les accidents du sol. » Sa langue dit « l'inégalité est la première réalité solide ». Gleize se perçoit dans le combat : « Faire de chaque phrase un poste de tir », franc-tireur d'une poésie qui ne correspond pas aux canons de la poésie. Il travaille sur le lieu et cet endroit c'est alors Tarnac, « un village dans la forêt », lieu où furent arrêtés les épouvantables anarcho-autonomes de Michèle Alliot-Marie.

Ce rapprochement avec Tarnac vient peut-être de ce goût de l'émeute, du renversement car, pour Gleize, l'émeute contient toutes les possibilités et les bouleversements.

Christophe Goby



LIVRE

**JACQUELINE LAMBA/Alba Romano Pace/**

GALLIMARD/23,50 EUROS

Malgré leurs déclarations féministes, les surréalistes ont-ils traité en « mineures » les femmes artistes qui les rejoignaient? L'accusation n'est pas neuve, mais ce sont des éléments nouveaux, voire inédits, qu'entend lui apporter cette biographie de Jacqueline Lamba (1910-1993), l'inspiratrice de l'Amour fou (1937). Élève d'André Lhote et amie de Dora Maar, issue comme elle des Arts Décoratifs, la jeune peintre s'éprit d'André Breton jusqu'à rechercher sa compagnie et partager sa vie entre 1934 et 1942, non sans difficultés et crises fréquentes. Elle lui préféra ensuite un jeune sculpteur américain, beau et riche... Ce livre, où l'on croise Trotsky, Picasso, Kandinsky, Sartre, etc., donne également un bon aperçu de l'œuvre peinte de Jacqueline Lamba.

Gilles Bounoure



MUSIQUE

**NEW AMERYKAH PART II: RETURN OF THE ANTK/**

Erikah Badu/

UNIVERSAL/MOTOWN

La diva de la forme mal nommée nu-soul n'abandonne pas le terrain, malgré le désert qui commence à l'entourer avec la retraite de D'Angelo et les virages pop d'autres stars telle Mary J. Blige. De son côté donc celle qui avait introduit à haute dose le hip-hop dans le R'n'B moderne continue de sortir vaille que vaille des albums conscients et sensibles, qui semblent s'éloigner de plus en plus de toute perspective grand public. Ce qui ne l'empêche pas de graver des disques à la pointe d'une voix hors-norme, toujours à la limite du drame, à la frontière de l'orgasme, quelque part entre Eartha Kitt et Minnie Ripperton. De la grande soul dénudée à l'extrême impudeur pour offrir son plus bel écrin.

King Martov



BD

**EN ITALIE IL N'Y A QUE DES VRAIS HOMMES/De**

Santis, Colaone/

DARGAUD/15,50 EUROS

Cet ouvrage témoigne d'un épisode méconnu de l'histoire du fascisme italien. Il n'y a pas eu de législation d'exception contre les homosexuels, parce que Mussolini considérait que les mâles italiens ne pouvaient se livrer à de tels actes « contre-nature ». Mais dans une grande discrétion, sans recours aux tribunaux, les hommes surpris à se livrer à des pratiques homosexuelles furent déportés, dès 1928, dans de petites îles du Sud de l'Italie, et maintenus là-bas pour des périodes variant de un à cinq ans. Cette politique de mise au ban s'accéléra dans les années 1930 jusqu'à la guerre. Ces souffrances ne furent pas reconnues avant les années 1980. À travers le récit du reportage de deux journalistes auprès d'un vieil homme, cette BD retrace quelques épisodes de cette vie de confinement.

Sylvain Pattieu



**www.protection-palestine.org**

Après l'attaque criminelle sur Gaza l'an dernier, la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien a travaillé sur divers projets pour agir, témoigner et rompre l'isolement dont souffre le peuple palestinien. Après avoir lancé la campagne BDS France, participé à la Marche de la liberté pour Gaza bloquée au Caire, en janvier, la CCIPPP n'a cessé de mener des missions en Palestine. Investis aussi dans la mission humanitaire de la Flotille de la liberté et solidaires des camarades blessés et ceux emprisonnés dans le camp construit à la hâte à Ashdod, la coordination nationale de la CCIPPP propose sur son site toute une série d'informations sur ce qu'il se passe actuellement là-bas.

**www.livestream.com/insaniyardim**

En suivant ce lien en streaming, il suffit de disposer d'une connexion internet pour suivre en images ce qu'il se passe sur les bateaux de la Flotille de la Liberté. Espérons que le transfert des images ne se révèle pas bientôt impossible après les récents événements...

**www.witnessgaza.com**

En vous rendant sur ce site, vous pourrez suivre l'avancée de la Flotille de la Liberté grâce aux informations de géolocalisation et regarder des vidéos en provenance de ces bateaux chaque jour.

## CINÉ SOCIALISME...

Le dernier film de Jean-Luc Godard, « Film socialisme », est un ensemble de clichés et de caricatures. On se demande toujours à la fin pourquoi il a choisi ce titre.

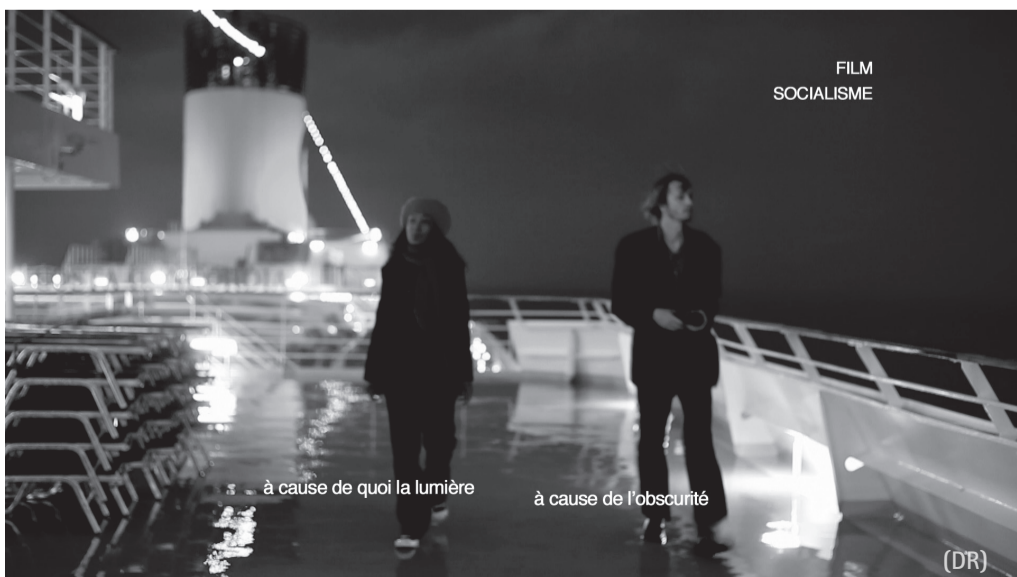
**P**ourquoi socialisme? Vaste question sans doute parce que c'est dans l'air du temps et que, à défaut d'en parler, nous sommes et serons quelques imbéciles à s'être jetés dans les salles obscures pour aller chercher un message, la « vision » de Jean-Luc Godard. Quid du message? Le néant, socialisme c'est beau sur l'affiche, ça roule sur la langue mais Godard n'avait comme dans une bonne partie de son œuvre (je suis généreux) rien à dire. Bien sûr l'ego de l'animal qui imprime ses initiales JLG sur l'affiche entre « film » et « socialisme » est omniprésent. La première minute est généreuse, le générique a des airs d'affiche, caractères rouges et blancs sur fond noir. Puis viennent les premiers mots : « L'argent est un bien public comme l'eau ». Quelle pensée, nous nageons en plein socialisme. Pour le reste, la caricature est

brillante, impossible de ne pas penser à tous ces humoristes qui ont parodié Jean-Luc, qui se trouvent ici débordés sur la gauche par l'original. Des personnages hors-cadres, des dialogues déclamés sur un ton que nul être sur terre ne pourra entendre ailleurs que dans un film de Godard. Ces dialogues où une personne en premier plan balance une banalité ou autre stupidité pour que le second personnage au second plan qui regarde le premier réponde par quelque chose de tout aussi invraisemblable : c'est du Godard, certes, mais guère dans sa splendeur, une autocaricature navrante qui n'offre rien au spectateur. Beaucoup de critiques parlent de ce film, chacun y voit ce qu'il veut, du marc de café ou le test de Rorschach sont certainement préférables. Il faut tout de même reconnaître une qualité à ce film. Jean-Luc Godard a filmé la mer comme

nous l'avons rarement vue. Une mer bleu pétrole souvent inquiétante, parfois faussement calme, une mer qui ponctue, chapitre le film, donnant une bouffée d'air au spectateur énervé ou impatient de voir la salle obscure s'éclairer, d'être enfin libéré de cette douloureuse séance. Dommage que ces plans marins soient gâchés systématiquement par un bruit assourdissant, le vent dans le micro évidemment sur-amplifié, genre vidéaste amateur avec son caméscope des années 1980 sur le pont d'un ferry allant en Angleterre. Le bruit de fond assourdissant est récurrent dans ce film, au beau milieu de dialogues, par une langue étrangère ou d'autres bruits inconnus, des interludes boîtes de nuit saturés de son (pourquoi pas) filmés avec un portable, en résumé vos oreilles ne seront pas non plus épargnées. Et puis, il y a ces noms de villes qui apparaissent

à l'écran sans aucun rapport avec le film ni le propos et pouvant donner encore lieu à des clichés affligeants, exemple : Barcelona est illustrée par une image de quelques secondes sur un toréador, eh oui ! Pour finir et donner le dernier coup, je laisserai juste cette déclaration, une des nombreuses qui vous sont balancées dans la tronche gratuitement : « Être ou avoir... Tout irait mieux en France si on apprenait à dire avoir ». Film socialiste? Certainement pas.

Thibault Blondin





**LUTTES DE CLASSES  
DANS LA CHINE DES  
RÉFORMES (1978-2009)**

**BRUNO ASTARIAN**  
ÉDITIONS ACRATIE  
176 PAGES - 15 EUROS



l'essai

CE livre, sans être un ouvrage de fond, possède le mérite de rappeler quelques vérités de base sur la Chine, sa classe ouvrière et son rôle dans le capitalisme mondial. D'abord les circonstances historiques qui ont amené le PC chinois à privilégier les « réformes » de la fin des années 1970 : les échecs politiques (et surtout tragiques pour la population) du Grand Bond en avant et de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, les distinctions entre entreprises privées, d'État et de la « zone grise », l'importance du « hukou », ce passeport intérieur qui rythme encore la vie de millions de ruraux. Enfin un survol rapide sur les luttes du prolétariat chinois dont certaines formes d'action montrent combien à la violence de l'exploitation répond parfois une violence pouvant aller jusqu'au lynchage de dirigeants lors d'un conflit. Astarian, caractérisant la Chine comme un capitalisme d'État, la pense pour l'instant incapable de sortir de la crise en développant une classe moyenne qui absorbe une partie de la surproduction de biens à l'échelle planétaire. Le développement économique chinois n'existe en effet que par l'exploitation salariale de la majorité du prolétariat. L'auteur émet l'hypothèse d'une insurrection du prolétariat chinois, fraction du prolétariat mondial, et la transformation de ce soulèvement en « *communisation de la société* ». Il émet comme impératif le refus de toute lutte pour les revendications « démocratiques » qui ne feraient que conforter le système capitaliste et la « *subordination du travail au capital* ». C'est ici que les divergences qui séparent le courant auquel appartient l'auteur et le nôtre apparaît le plus clairement. En effet, les luttes pour les libertés démocratiques, même formelles ou « bourgeoises », sont un impératif du mouvement ouvrier. Le capitalisme n'a jamais cédé que contraint et forcé par un mouvement de masse !

Louarn Du

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)  
27 RUE TAINIE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43

[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)

**TÉMOIGNAGE LES ÉVÉNEMENTS DE  
TREMBLAY VUS DE L'INTÉRIEUR**

Nous publions un texte d'un jeune habitant Le Grand Ensemble à Tremblay-en-France qui nous donne sa vision des événements qui s'y succèdent depuis quelques semaines.



Je vis depuis 30 ans à Tremblay-en-France dans « le Grand Ensemble », comme ils le nomment, alors que c'est « le petit chacun pour soi » quand on connaît la réalité de ce quartier.

Le chômage, l'exclusion, la précarité, le racisme et l'échec scolaire sont les principales causes du décrochage avec la société qui favorisent le chacun pour soi. Les jeunes stigmatisés de toutes parts sont loin d'être des bourreaux comme nous l'indiquent certains médias ces derniers temps. En réalité, ce qui s'est passé à Tremblay est une géante partie d'échecs entre un maire, un responsable associatif et bien sûr le gouvernement.

Les flagrants dénis de réalité de Monsieur le maire de Tremblay sont nombreux et à chaque fois les habitants, en première ligne, sont choqués d'autant de diversions. Pourquoi nous matraque-t-il chaque semaine de courriers indiquant que Tremblay est une ville saine avec de beaux espaces verts, une belle piscine, un joli palais des sports etc., quand juste en dessous de la fenêtre de son bureau à la mairie, les agressions, les toxicomanes et leur lot de misère progressent ?

Un responsable associatif a fait de cette question son combat et n'hésitait pas à contacter la presse pour des « opérations médiatiques »... Autant dire l'ennemi juré du maire.

La partie d'échecs a commencé comme cela : refusant tout dialogue avec le responsable associatif, le maire s'est isolé dans son bureau bunkerisé à base de cloisons sécurisées, d'ascenseur qui ne dessert que son étage devenu privé et gardé par deux vigiles... rien que ça !

Voulant répliquer, le responsable associatif invite donc la société d'Emmanuel Chain pour réaliser un gros reportage à forte audience mettant au grand jour ce que le maire s'efforce de camoufler. Le sujet de départ était « *dans l'enfer du deal* » et devait montrer qu'être dealer n'est pas une vocation, parfois pas même un choix. Que les dealers en question étaient souvent exclus ou mal réinsérés et qu'ils continuaient de chercher du travail mais sans succès. Pour briser le mythe et les fantasmes sur l'univers du deal sans nier la réalité.

Les bandes annonces arrivent donc sur TF1 et déjà le titre a changé... ça sent mauvais... Le montage que TF1 a diffusé était d'une toute autre nature... En même temps, il fallait s'y attendre ! Le responsable associatif a-t-il fauté en faisant confiance à TF1 ? Certainement.

Le maire est prévenu qu'un reportage négatif sur son travail passera en prime time. Il décide de répliquer à son tour avant que le reportage soit diffusé, précipitant l'opération de police que nous connaissons tous, celle à 1 million d'euros (qui en contenait bien plus, croyez-moi), en voulant prouver, avant le reportage, son efficacité et son utilité. Quand la police a débarqué avec les camions municipaux, l'intervention était signée.

C'est là que le gouvernement entre dans la danse, si je peux me permettre.

Proche de la débâcle et encore sonnée de la raclée aux régionales, l'UMP trouve dans ce reportage de quoi se refaire.

Surfant sur la peur du bon électeur, il sur-médiatise l'affaire qui donna les résultats que l'on connaît aujourd'hui.

Alors qu'au moment où le premier bus 619 crame, un assassinat a eu lieu dans la ville voisine Bobigny (l'affaire Bourarach, ce jeune vigile du magasin Batkor à Bobigny assassiné par quatre extrémistes sionistes et jeté dans le canal de l'Ourcq), pourtant personne n'en parle, faisant d'un bus cramé une priorité pour justifier une politique sécuritaire, alors qu'il y a eu mort d'homme à Bobigny. Le ministre Hortefeux se déplaça à Tremblay suivi un peu plus tard par notre président pour soutenir les chauffeurs de bus et leurs vitres brisées mais toujours personne à Bobigny pour soutenir la famille du défunt assassiné à moins de 15 km du dépôt des bus.

Pourquoi une telle omerta ? En quoi des bus caillassés seraient plus importants pour notre président que la mort d'un homme sur son lieu de travail ? Je vous le dis ici, Tremblay et ses violences ont bon dos et surtout elles sont un bon moyen de faire diversion.

Mais revenons aux violences tremblay-siennes.

Je roulais sur l'avenue de la Paix au moment même où le premier bus fut incendié. Scandalisé, je demande à un jeune qui tient un cocktail Molotov pourquoi il fait cela. Le jeune mineur me répond « *c'est parce qu'il y a trop de keufs* » !

LA SEULE LIGNE  
QUI FONCTIONNE ENCORE  
C'EST LA LIGNE 22:  
TREMBLAY-FLEURY DIRECT!



- FAUVOUR -

Devant la détermination de la réponse du mineur, je n'ai aucune réponse sérieuse à lui donner. En effet, les contrôles à répétition sur des jeunes et moins jeunes qui n'ont jamais eu de lien avec la délinquance, en agacent plus d'un. Le manque de connaissance du terrain par les policiers fait qu'ils arrêtent n'importe qui n'importe comment, ce qui a pour conséquence d'énervé même les plus calmes. Je prends l'exemple d'un après-midi où je sortais du Mc Donald, des escadrons de CRS ont, devant tout le monde, tiré au flash-ball sur des jeunes qui... jouaient au foot ! Comment voulez-vous que ces mêmes jeunes continuent leur partie de football après cette agression policière ? Ces jeunes sans histoire sont donc entrés dans une bataille avec les CRS avec des pierres alors qu'ils n'étaient ni des casseurs ni des délinquants ! Ce genre de technique longtemps utilisée en période électorale pour attirer les gens à voter à droite est désormais une pratique pour faire péter les plombs des jeunes des cités. Mon intime conviction est que, pour le maire de Tremblay, le reportage de TF1 est un bon moyen de diversion pour nous faire croire que la chaîne nationale a inventé le deal et la violence dans sa ville faisant passer le responsable associatif pour la balance qui a servi à l'arrestation d'un dealer, que le gouvernement a une bonne diversion pour se refaire un électorat et étouffer l'affaire Bourarach... Échec et mat, le responsable associatif perd la partie... La misère continue.

**Une racaille bien informée de la cité**

**boîte à lettres**

Pour nous écrire : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) / NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**LETRE À SARKOZY. J. L.-H (CÔTES D'ARMOR):** Je me permets [...] de vous soumettre une solution éventuelle pour combler le déficit des caisses de Sécurité sociale et de retraite (dû au chômage donc au manque de cotisations). Si mes renseignements sont exacts, l'État prélève 80 cts d'euro par litre de carburant vendu. Ne serait-il pas possible sur ces 80 cts d'en affecter 10 aux dites caisses ? [...] Vu le nombre de litres vendus, c'est peut-être une solution. La recherche de moyens pour éradiquer le nombre de demandeurs d'emploi restant bien sûr une priorité. Une autre chose m'interpelle : « la réduction des charges patronales aux entreprises ». Ces charges sont en principe répercutées dans le prix de revient des biens finis et des services rendus quand une entreprise est bien gérée. Alors là, je ne comprends plus puisqu'en bout de chaîne, c'est le consommateur qui paie. De plus, les produits importés, fabriqués à l'étranger par des sociétés et entreprises qui délocalisent, ne pourraient-ils pas subir une taxe qui ramènerait leur prix à celui qu'ils atteindraient s'ils étaient comme

auparavant fabriqués en France ? [...]

**PRIÈRE, PRÉCAIRE. G. S. (MAIL):** Ô Toi, saint patron de tous les temps ! Dans ta folie où tu nous fais vivre, Procure nous encore longtemps les bienfaits de tes largesses ! Ô Toi, saint patron, abreuve-nous de ton sang, comme je m'y abreuve chaque matin et chaque soir quand je fais mes prières ; Je m'engage maintenant à faire en sorte Que plus personne ne te manque de respect, Ô Toi qui inventa l'amour civilisé ; Je mangerai le pain quotidien que tu nous offres chaque jour ; Je tuerai tous les étrangers et tous tes ennemis, sans devenir un assassin ; Je serai ton esclave et je te promets d'être très sage Et qu'ainsi, pour le bonheur de n'avoir plus à me soucier de ma destinée,

puisses-tu me pardonner quand je reste à ne rien faire ; J'en ai tellement honte ! Car de tout ce que tu nous donnes, Des fois, Je ne sais pas trop quoi en faire... Ô Toi, saint patron de tous les temps Je vois bien les efforts que tu fais pour me rendre heureux de vivre ; Chaque fleur qui naît me rappelle à ton souvenir ; Chaque jour que dieu fait, je me sens béni par ta présence ; Car, plus que dieu lui-même, Au moins toi, tu es visible ; Et quand tu me parles, alors là, J'ai trop envie de te serrer dans mes bras ; Mes bras qui enlacent des fois la femme qui m'accompagne ; Maintenant, la prochaine fois, C'est toi que j'enlacerai de mes pauvres bras, Autour de cou.



# LES MAINS DANS LE CAMBOUIS

Régulièrement, les élus NPA rendent compte de leur action dans les collectivités locales.

## LOUVIERS DONNER CORPS À NOS PROPOSITIONS

«**VOUS** n'êtes que des réactionnaires poujadistes!» éructe le maire PRG, tandis que sa cour manifeste son soutien qui par un sourire, qui par un murmure d'approbation. Nous sommes à un conseil municipal ordinaire à Louviers. Sophie Ozanne vient de contester le choix de la majorité PRG-divers gauche-Europe Écologie, cette fois à propos de l'implantation de caméras de vidéosurveillance dans un nouveau quartier. Qu'il s'agisse de notre refus de voir alloués des crédits à l'école privée ou de l'augmentation des impôts justifiée par l'implantation nouvelle d'équipements inutiles et fastueux; qu'il s'agisse de nos propositions de gratuité des transports ou de re-municipalisation de l'eau, les prises de position du NPA mettent le potentiel local en fureur, et cela fait dix ans que ça dure. Notre élu précédent, Gérard Prévost, ouvrier à Renault-Cléon, avait aussi eu son lot de mépris. Dans les années 1990, la cellule lovérienne de la LCR avait su se fondre au sein du collectif À gauche vraiment (AGV) constitué lors de la première guerre en Irak. À force de terrain gagné, de lutte en lutte, aux côtés des ouvriers de l'usine de piles Wonder, pour la défense des sans-papiers ou pour celle de la maternité, notre mouvance s'est implantée. À

gauche vraiment, puis LCR-AGV a obtenu ce siège. Siègle qui est devenu NPA après la dissolution-intégration d'AGV et de la LCR. En 2008, il a manqué onze voix au second tour pour un deuxième élu. Autour de notre élue, une commission municipale prépare le travail et les interventions pour défendre notre ligne politique. La nouveauté depuis 2007, c'est qu'à force de se faire humilier, le PS et la majorité du PCF ont fini par rompre avec le maire, ardent défenseur de la «gauche moderne». Il y a donc au conseil municipal deux oppositions de gauche: NPA, et trois élu-e-s PS-PCF. Localement, nous faisons ensemble tout ce qui est possible dans un cadre unitaire: animation du collectif contre la vidéosurveillance, pour la re-municipalisation de la gestion de l'eau, alors que le trust Véolia a la mainmise sur tout le territoire de la gestion des bus, des déchets et de l'eau. Sans se faire d'illusions sur la capacité de changer radicalement les choses au sein des institutions, et tout en accordant une place centrale à l'intervention dans les entreprises et aux luttes (comme cet hiver chez Sanofi-Pasteur et actuellement chez M-real), avoir des élus NPA dans la ville au centre d'une agglomération de taille moyenne comme la nôtre est important

car cela permet d'accéder à l'information, d'avoir pour les militants une meilleure connaissance pratique des mécanismes de la démocratie bourgeoise pour mieux les dénoncer, de porter la contradiction et donner du corps à une certaine légitimité à nos propositions. L'information, c'est aussi évidemment l'utilisation des médias locaux que le NPA occupe régulièrement par son activité régulière et une tribune libre dans le journal municipal, dont le lectorat populaire nous intéresse particulièrement. Soucieuse de partager cette charge de travail très lourde et aussi d'avoir plusieurs personnalités localement bien identifiées comme militants révolutionnaires, Sophie cédera bientôt son siège au conseil à un autre camarade. Ainsi, le NPA continuera son travail municipal à Louviers, mais d'ici qu'on ait la majorité, il faudra que ça ait sacrément bougé dans le pays...  
**Commission municipale du comité de Louviers.**



Sophie Ozanne (DR)

## et aussi

### VERSION SOUS-TITRÉE.

L'engagement politique reste la plupart du temps un vrai parcours d'obstacles pour les personnes en situation de handicap, pourtant souvent confrontées à une multitude d'injustices. Souvent dans des situations fragiles, elles ont besoin d'exprimer leurs revendications mais aussi de participer à autre chose qu'une association en lien avec le handicap. S'associer à un parti politique qui revendique des idées anticapitalistes et internationalistes, c'est porter des valeurs au-delà de ce qui nous concerne, pour construire ensemble un autre monde plus juste, plus solidaire. Le NPA lutte contre toutes les formes de discrimination, et doit rendre le parti plus facilement accessible, en limitant les obstacles à l'engagement militant, en permettant à tous, dans la mesure du possible, de s'approprier les contenus, participer à la vie du parti, à sa construction et à son développement. Le site national diffuse régulièrement des vidéos qui sont de véritables sources d'information, et dont la quasi-totalité sont sous-titrées. Mais ce travail ne se fait pas tout seul et une équipe dynamique effective, dans l'ombre, un travail de fourmi. Une équipe où chacun trouve sa place et participe à l'élaboration d'un sous-titrage de qualité pour l'ensemble de nos vidéos. C'est donc à la fois un travail permettant de donner accès aux informations mais également le moyen de s'investir dans un militantisme «de chez soi», une manière souvent très formatrice, parfois drôle qui permet d'apporter sa pierre au travail commun. Pour devenir un

parti de masse, le NPA doit être en mesure de donner à tous le moyen de s'investir selon ses possibilités et sa disponibilité. Le sous-titrage est donc un pari réussi pour le NPA qui doit cependant veiller à lui donner les moyens de poursuivre en augmentant le nombre de militantEs disponibles pour sous-titrer et en diffusant plus largement le travail effectué. Pour nous contacter: [equipesoustitres@npa2009.org](mailto:equipesoustitres@npa2009.org)

**RETRAITES PARIS 15°.** Rien d'étonnant à ce que la situation des femmes ait constitué un des points forts du débat sur les retraites organisé à Paris le 27 mai par le comité unitaire de Paris 15°. Les femmes sont parmi les victimes principales des contre-réformes initiées depuis 1993 par Balladur (non remises en cause par le gouvernement Jospin) et poursuivies en 2003, 2007 et aujourd'hui par Sarkozy-Fillon. Le diagnostic a fait apparaître une convergence étroite entre les trois oratrices: Martine Billard (PG), Esther Jeffers (Attac) et Sandra Demarcq (NPA): utilisation abusive de la démographie par le gouvernement, problème des pénibilités au travail, nécessité d'un autre partage des richesses. Les interventions de la salle allaient dans le même sens, notamment de la part de Désirs d'avenir (courant de Ségolène Royal au PS) que l'on a pu entendre dénoncer vigoureusement la spéculation financière... Cette réunion a rassemblé 90 personnes, ce qui, dans le contexte du 15°, est un premier succès pour le comité qui regroupe les forces de gauche politiques et associatives de

l'arrondissement à l'exception du PS officiel, d'une fraction du PCF, du POI et malheureusement des syndicats (sauf Solidaires). Un encouragement à continuer et à élargir l'audience du comité pour convaincre et mobiliser. Car, comme l'a souligné Sandra, il faut mener la bataille de conviction mais aussi et surtout construire en commun une mobilisation avec des manifestations et des grèves massives. Et non pas s'en remettre à un hypothétique référendum ou à la perspective de 2012. C'est maintenant que les choses se jouent pour les retraites.

**SUCCÈS DE LA RÉUNION PUBLIQUE LGBTI.** Le 21 mai dernier, à l'occasion de la journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, la commission lesbiennes, gays, bi, trans et intersexuels de la région parisienne du NPA organisait, dans un bar du 20<sup>e</sup> arrondissement, une réunion publique sur le thème de la solidarité internationale dans les combats LGBTI. Une soixantaine de personnes y ont participé, venues de divers horizons: militants et sympathisants du NPA, de différentes associations ou groupes LGBTI, mais aussi habitants du quartier... Ce qui constitue un succès prometteur, pour une première initiative de ce genre! Suzanne, au nom du NPA et de la commission, a d'abord rappelé les raisons de notre engagement, articulés anticapitalisme, luttes LGBTI et internationalisme. Construire des solidarités avec les gays, les lesbiennes et les trans persécutés dans leurs pays implique de lutter contre les lois racistes restreignant le droit d'asile en

France; mais cela implique également de conquérir des droits ici: la France qui donne des leçons sur les droits humains continue de traiter les gays et les lesbiennes comme des sous-citoyens, leur refusant l'égalité des droits, et les trans sont toujours considérés comme des malades. Puis, Lalla et Elsa, déléguées de l'assemblée générale des trans (à Paris le 25 avril), sont revenues sur les enjeux de la lutte pour la dépsychiatisation de la transidentité. Dans un contexte où le ministère de la Santé joue des effets d'annonce sur ce thème, elles ont expliqué la démarche qui a conduit à organiser l'assemblée, ainsi que les revendications qui en ressortent. Enfin, Peter Drucker, militant impliqué dans les luttes LGBTI aux États-Unis et aux Pays-Bas, a rappelé la nécessité d'un internationalisme conséquent, qui pointe les responsabilités de nos propres États impérialistes dans le soutien de régimes homophobes dans certains pays du Sud. Il a aussi montré que la montée de la xénophobie et de l'islamophobie aux Pays-Bas conduit certains politiciens à instrumentaliser l'homophobie pour en rendre responsables les immigrés. Pourtant, a-t-il rappelé en s'appuyant sur des études, les discriminations et les violences sont transversales à toute la société néerlandaise. Un débat riche et intense s'est ensuivi sur la place des personnes trans dans nos luttes, les stratégies des mouvements LGBTI et l'enjeu des cadres unitaires, la définition d'une orientation plus radicale, le rôle (et les difficultés) d'une commission comme la nôtre, la prise en compte des luttes LGBTI. Une première expérience à rééditer.

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C., 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

**HEBDOMADAIRE** du NPA  
(14 euros par trimestre)

**HEBDOMADAIRE + MENSUEL** du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

**HEBDOMADAIRE** du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

**HEBDOMADAIRE + MENSUEL** du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:  
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**  
NUMERO NATIONAL D'ÉMETTEUR:  
**554755**

### Titulaire du compte

**NOM:** .....

**PRENOM:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

**MAIL:** .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

**DATE:** .....

**SIGNATURE:**

### Etablissement teneur du compte

**BANQUE:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

**Abonnements par chèque.** à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM			
L'hebdo	6 mois	1 an	28 euros 56 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an	50 euros 100 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo	6 mois	1 an	20 euros 40 euros
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an	38 euros 76 euros
Abonnement à la revue mensuelle	6 mois	1 an	22 euros 44 euros
ÉTRANGER			
L'hebdo	6 mois	1 an	45 euros 90 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an	65 euros 130 euros



## Bordeaux ÉCHEC POUR LES ANTI-IVG

L'association Oui à la vie a appelé, pour la deuxième année consécutive, à une manifestation anti-IVG, à Bordeaux le 29 mai. Elle regroupe des organisations comme SOS tout-petits et des groupes d'extrême droite comme Dies Irae. Ce dernier s'est fait connaître par l'émission *Les infiltrés* de France 2 qui a révélé un groupe quasi paramilitaire, raciste, antisémite, en relation étroite avec les intégristes catholiques de la Fraternité Saint Pie X, installés illégalement par le maire de Bordeaux, Alain Juppé, dans l'église Saint-Éloi, en plein centre-ville. Ces révélations ont facilité la mobilisation pour la contre-manifestation appelée par le Collectif bordelais pour les droits des femmes et plus de 30 organisations politiques,

syndicales et associatives, allant des courants libertaires jusqu'au PS, dont le NPA. 2 500 personnes ont défilé et occupé les rues, empêchant les intégristes de marcher dans le centre-ville et obligeant leur cortège d'environ 500 personnes à défilé dans un quartier peu fréquenté. La contre-manifestation, dynamique, s'est déroulée dans le calme malgré une attaque de la police sur les manifestants. 500 policiers, des camions anti-émeute et un hélicoptère ont été déployés pour assurer la protection des anti-IVG. Nous avons voulu montrer que Bordeaux ne doit pas devenir une ville intégriste, anti-avortement et d'extrême droite et nous avons réussi !



Bordeaux, 29 mai. La contre-manifestation a réuni 2 500 personnes (PHOTO THÈQUE ROUGE/MENO)

### LE CHIFFRE

# 6,7%

**C'est l'énorme augmentation mensuelle du titre de transport Île-de-France (pass Navigo 1-2) prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet. Les autres titres augmentent de 3,9%. Ces augmentations décidées par le Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif) ont été approuvées par l'exécutif du conseil régional (PS, Verts). En pleine crise économique, les usagers sont directement frappés par cette augmentation bien supérieure à l'inflation. Voilà où mène la gestion « responsable » de ceux qui prétendent avoir les mains dans le cambouis et avalisent ainsi la baisse de taxe acquittée par les entreprises.**

**PRINTEMPS DES SERVICES PUBLICS.** C'est à l'appel de 50 organisations (associations de défense des services publics, syndicats, partis) que s'est tenu, samedi 29 mai à Paris le Printemps des services publics. En dépit des aléas de la météo et d'autres manifestations le même jour, plusieurs centaines de personnes ont participé de 11 à 18 heures à ce rassemblement. Au-delà des stands, expositions, projections et des concerts, les débats autour de l'avenir des services publics, la réforme territoriale ou encore la lutte des personnels de la santé ont permis de vérifier l'attachement de la population à ses services publics et surtout l'indispensable nécessité de résister unitairement, par la convergence des mobilisations, aux attaques multiples du gouvernement (RGPP, loi Bachelot, privatisations, suppressions de postes...) contre le démantèlement des services publics.



# TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

### DECAZEVILLE: LE COMBAT CONTINUE!

Dimanche 30 mai, 2 500 personnes ont participé à un rassemblement organisé par le collectif Tous ensemble pour la défense de l'hôpital de Decazeville (Aveyron), contre la fermeture programmée des services de chirurgie et de maternité en 2011. Les comités de défense des hôpitaux de Saint-Affrique, d'Albi (Tarn) et de Moissac (Tarn-et-Garonne) sont venus apporter leur soutien à la lutte des « Decazeillonix ». Au-delà de la lutte locale, la convergence des luttes est essentielle pour la défense des hôpitaux de proximité et la présence de ces comités ainsi que le soutien de la Coordination nationale montre bien que, unis et solidaires, nous sommes plus forts. Le rendez-vous est pris pour de prochaines actions, rassemblements, pour le maintien de tous nos services hospitaliers.

**SANS-PAPIERS.** Les sans-papiers en grève poursuivent leur combat pour leur régularisation. À Paris, plusieurs centaines occupent, depuis la manifestation du 27 mai, les marches de l'Opéra Bastille. Ils ont décidé de ne plus bouger jusqu'à l'obtention de critères de régularisation échappant à l'arbitraire préfectoral. Les sans-papiers du ministère pour la Régularisation sont arrivés le 30 mai à Nice, après une marche mémorable de 700 km qui a rencontré un enthousiasme sans précédent dans les régions traversées. Ils étaient des milliers à manifester dans la ville, à l'ouverture du sommet de la Françafrique. L'argent envoyé aux familles représente quatre fois l'aide au développement du gouvernement français aux pays africains. Comme le dit une sans-papiers : « les routes, les écoles, les dispensaires, ce n'est pas la Françafrique qui les a construits, mais c'est nous, les immigrés. »

### LOGEMENT: UN DROIT FICTIF.

300 personnes ont manifesté à Paris, dimanche 30 mai, à l'appel du DAL pour dénoncer le non-fonctionnement de la loi sur le droit d'accès au logement (Dalo). Elles font partie des familles jugées prioritaires par la loi (sans-abri, logement insalubre) qui attendent toujours un logement. La manifestation est passée devant un immeuble du 15<sup>e</sup> arrondissement où des femmes qui avaient trouvé refuge dans 30 logements vides ont été expulsées. Les familles prioritaires doivent faire un parcours du combattant qui pourra durer deux ans et demi avant qu'un tribunal administratif condamne éventuellement l'État, ce qui ne se traduira pas forcément par l'attribution d'un logement... Depuis le vote de la loi, en 2007, le nombre de mal-logés est passé de 3,2 millions à 3,7 millions, ce qui prouve que le droit au logement n'existe pour le gouvernement que sur le papier.

### LE PRIX DE L'IPAD.

L'entreprise de Taiwan basée en Chine, Foxconn, qui produit en particulier le nouvel iPad d'Apple, connaît une vague de suicides de jeunes ouvriers qui se jettent par la fenêtre à cause des terribles conditions de travail qui règnent dans l'usine-ville qui emploie 300 000 personnes. La majorité des ateliers ne respectent pas la limite, convenue avec Apple, de douze heures de travail par jour. Plutôt que de changer les conditions inhumaines de travail, la direction a installé un filet antichute, a forcé les nouveaux embauchés à signer un engagement de ne pas se suicider et a fait intervenir des moines bouddhistes ! Ce climat commence à entacher l'image de marque des donneurs d'ordre occidentaux (Nokia, HP, Apple) qui ont donc fait pression sur Foxconn, le plus grand employeur de Chine. La direction a été obligée d'augmenter les salaires de 20 %, ce qui est peu sachant qu'ils ne touchent que 35 centimes d'euro par heure.

## “ NO COMMENT ”

*Il faut arrêter de se voiler la face, les entreprises n'embauchent pas les seniors parce qu'ils coûtent trop cher.*

LAURENT WAUQUIEZ,

INTERVIEW AU PARISIEN LE 1<sup>er</sup> JUIN

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail :** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 8 000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr